

NOUREDDINE DAOUDI NOMMÉ NOUVEAU PDG

Les cinq priorités stratégiques pour Sonatrach

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a procédé, hier à Alger, à l'installation de M. Noureddine Daoudi au poste de PDG du groupe Sonatrach, en remplacement de M. Rachid Hachichi. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de la direction générale de Sonatrach, en présence des membres du conseil d'administration du groupe ainsi que des cadres du ministère. P 3



IL A PRÉSENTÉ LE BUDGET
DE SON MINISTÈRE
POUR 2026

**Le ministre
de l'Industrie trace
sa feuille de route**

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé, samedi, lors d'une audition devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Mohammed Ben Hachem, président de la commission, la détermination du gouvernement à renforcer la place du secteur industriel dans l'économie nationale.

P 2

ANGEM

**Financement
de 11 000
microprojets
en six mois**

La directrice générale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Mme Souad Bendjemil, a fait savoir que plus de 11 000 microprojets ont été financés durant le premier semestre de 2025, principalement dans l'agriculture, l'artisanat, les services et la petite industrie.

P 5

RELANCE DU PROJET
DU BARRAGE VERT

**Plus de 26 000
hectares déjà plantés**

L'Algérie réaffirme son ambition écologique avec la relance du projet emblématique du barrage vert, pilier de la lutte contre la désertification et symbole du renouveau environnemental national. Selon le Directeur général de la DGF, Djamel Touahria, ce vaste chantier, lancé en 2023 et s'étalant jusqu'en 2030, constitue un programme structuré et rigoureusement encadré visant à reboiser 400 000 hectares à travers les régions steppiques et les Hauts Plateaux. À ce jour, plus de 26 000 hectares ont déjà été reboisés, avec un taux de réussite remarquable de 98 %.

P 5

SEAAL

**Mohamed Reda Boudab
nommé nouveau directeur
général P 2**

HYDROCARBURES

**Equinor intéressé
par le renforcement de ses
investissements en Algérie P 3**

OBJECTIF « ZÉRO CASH » EN 2028

**«Tous les éléments
sont réunis pour réussir
la transition» P 3**

SEAAL
Mohamed Reda Boudab nommé nouveau directeur général

Par Selma R.

La Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé, hier, la nomination de M. Mohamed Reda Boudab en tant que nouveau directeur général de l'entreprise, en remplacement de M. Elyes Mihoubi, appelé à d'autres fonctions. La cérémonie d'installation, tenue au siège de la société, a été présidée par le président du Conseil d'administration, Hocine Zaïr, en présence de cadres dirigeants de SEAAL. À cette occasion, M. Zaïr a tenu à saluer le travail accompli par Elyes Mihoubi durant son mandat, marqué par la poursuite des efforts de modernisation des réseaux d'eau et d'assainissement de la capitale. Il a également exprimé sa confiance dans la capacité du nouveau directeur général à consolider cette dynamique et à renforcer la qualité des services au profit des citoyens. Diplômé en 1992 de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB), Mohamed Reda Boudab est également titulaire d'un master en administration des affaires, obtenu en 1999 à l'École supérieure de management de Hydra. Le nouveau directeur général de SEAAL cumule plusieurs décennies d'expérience dans la gestion de l'eau potable, l'assainissement et les systèmes hydrauliques. Il a gravi les échelons au sein de l'entreprise qu'il a intégrée dès la fin de ses études, occupant successivement plusieurs postes de responsabilité dans des directions techniques et opérationnelles.

IL A PRÉSENTÉ LE BUDGET DE SON MINISTÈRE POUR 2026

Le ministre de l'Industrie trace sa feuille de route

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé, samedi, lors d'une audition devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Mohammed Ben Hachem, président de la commission, la détermination du gouvernement à renforcer la place du secteur industriel dans l'économie nationale.

Par Réda Hadi

Intervenant devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2026, le ministre a souligné que son département « poursuit ses efforts pour porter la part du secteur à 13 % du produit intérieur brut (PIB) à l'horizon 2027 », conformément à l'objectif fixé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. « Atteindre cet objectif n'est pas hors de portée si nous unissons nos efforts », a déclaré M. Bachir, insistant sur le rôle central de l'industrie, qu'il a qualifiée de « locomotive du développement national ». Selon lui, la stratégie du ministère repose sur une vision intégrée et durable, visant à repositionner l'Algérie parmi les nations industrielles émergentes. Aussi, le ministre a présenté un programme global de développement visant à renforcer le tissu industriel national et à moderniser la base de production. Ce programme s'articule autour de plusieurs axes : le développement des infrastructures industrielles, la promotion de l'innovation et la compétitivité des entreprises, ainsi que la mise à niveau des laboratoires nationaux. « Le ministère œuvre à renforcer la compétitivité des entreprises industrielles et des laboratoires nationaux, à travers le développement des activités de normalisation, d'accréditation et d'évaluation de la conformité selon les standards internationaux », a expliqué M. Bachir. Il

a ajouté que le travail est en cours pour élaborer des fiches techniques standardisées des produits et opérations industrielles, en coordination avec les secteurs concernés. Cette démarche s'inscrit dans une nouvelle approche visant à construire une industrie nationale durable, fondée sur la qualité, l'innovation et le partenariat. Dans le même esprit, le ministère de l'Industrie entend améliorer le cadre législatif et réglementaire relatif à l'innovation et à la propriété industrielle. M. Bachir a souligné la volonté de son département de promouvoir le système national de transformation technologique, notamment à travers la définition des activités industrielles à fort potentiel d'innovation. Dans cette vision, le ministère prévoit également de soutenir les start-up technologiques et industrielles, via des programmes incitatifs et des partenariats avec les universités et les centres de recherche. Le développement des compétences nationales et du savoir-faire spécialisé constitue une priorité, particulièrement dans les domaines de l'économie circulaire, verte et numérique. Par ailleurs, la promotion de la sous-traitance et de l'intégration industrielle figure parmi les priorités du ministère. Des programmes et plans d'action seront mis en œuvre pour renforcer l'intégration nationale, avec l'élaboration d'une feuille de route dédiée à la sous-traitance et la mise en place de mécanismes d'échange d'informations entre les acteurs du secteur. S'agissant du foncier industriel, le ministre a indiqué que les efforts se poursuivent pour ac-

croître la disponibilité des terrains et moderniser les zones industrielles et d'activités. Le ministère travaille, en coordination avec les différentes institutions concernées, à parachever les opérations d'aménagement et de raccordement aux réseaux, tout en améliorant les mécanismes de gestion et en mettant en place une base de données nationale actualisée. Concernant les petites et moyennes entreprises (PME), Yahia Bachir a rappelé que le secteur s'emploie à renforcer leur compétitivité et à les adapter aux mutations technologiques, notamment dans les domaines liés à la transition verte et numérique. Le ministre a précisé que plus de 88 % du budget alloué au secteur pour l'exercice 2026 sera consacré à l'investissement, principalement pour le parachèvement des projets en cours. Parmi ces derniers figure notamment « la Maison de la qualité », un projet emblématique qui sera partiellement financé par l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI). Enfin, évoquant les réformes fiscales proposées dans le cadre du PLF 2026, le ministre a indiqué qu'elles visent à encourager les activités économiques à forte dimension sociale et de développement, en soutenant la diversification et la compétitivité du tissu industriel national. Par cette stratégie ambitieuse et cohérente, le ministère de l'Industrie entend faire du secteur industriel un moteur de croissance durable, capable de générer de la valeur ajoutée, de l'emploi et de consolider la souveraineté économique de l'Algérie à l'horizon 2027.

TINDOUF

Projets de réalisation d'écoponts sur la voie ferrée Tindouf-Béni-Abbes

Une commission mixte a été installée pour le suivi de la réalisation d'écoponts, passages pour animaux, le long de la ligne ferroviaire reliant la wilaya de Tindouf à celle de Béni-Abbes, a-t-on appris dimanche auprès de l'Assemblée populaire de la commune d'Oum-Lâassel, wilaya de

Tindouf. La réalisation de ces ouvrages, visant la sécurisation des bêtes en pâturage près de cette voie ferrée stratégique, intervient dans le cadre des efforts de protection de la richesse animale, la prévention des éleveurs et de leurs cheptels en transhumance près du chemin de fer, a indi-

qué le président de l'APC d'Oum-Lâassel, Mohamed Hidas. Le responsable a expliqué que cette mesure qui porte sur la réalisation de deux écoponts a été prise, à la suite de la visite d'un représentant du projet de la voie ferrée et des représentants de la société civile, en vue de faciliter les tra-

versées des éleveurs et leurs cheptels et éviter d'éventuels accidents. Selon M. Hidas, la commission devra poursuivre sa mission pour déterminer d'autres points sensibles sur le tracé ferroviaire pour consolider la protection de la richesse animale et assurer le trafic ferroviaire normal.

PILOTAGE DU PROGRAMME SUD V

L'ANPDP participe à Lisbonne à la réunion du Comité

Par R. E.

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) participera, lundi à Lisbonne (Portugal), à la dernière réunion du Comité de pilotage du Programme Sud V, organisée par le Conseil de l'Europe, a indiqué dimanche un communiqué de l'Autorité. Cette réunion "vise à évaluer les principaux résultats de la phase actuelle (2022-2025) du Pro-

gramme Sud V et à examiner les priorités de la phase suivante, dans le cadre du Programme Sud VI, qui tend à consacrer les valeurs communes entre les pays du sud de la Méditerranée et le Conseil de l'Europe, à travers le soutien aux réformes institutionnelles et le renforcement des capacités des instances nationales actives dans les domaines des droits de l'Homme et de la protection des données personnelles", a précisé le communiqué. Un Forum sur l'intelli-

gence artificielle et la gouvernance mondiale se tiendra en marge de cette réunion, le 28 octobre 2025, pour discuter des défis et perspectives de l'intelligence artificielle en matière de respect de la vie privée et de protection des données à caractère personnel. Le Programme s'achèvera le 29 octobre par l'organisation d'une cérémonie de remise du Prix Nord-Sud 2024 du Conseil de l'Europe. A cette occasion, l'ANPDP a affirmé que sa participation à cet événement interna-

tional, à travers une délégation composée de deux de ses cadres, "s'inscrit dans sa stratégie visant à renforcer sa présence aux niveaux régional et international et à échanger les expériences avec ses homologues des Etats membres du Programme, afin de développer le cadre national de protection des données à caractère personnel, conformément aux normes et aux meilleures pratiques en vigueur au niveau international".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

NOUREDDINE DAOUDI NOMMÉ NOUVEAU PDG

Les cinq priorités stratégiques pour Sonatrach

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a procédé, hier à Alger, à l'installation de M. Noureddine Daoudi au poste de PDG du groupe Sonatrach, en remplacement de M. Rachid Hachichi. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de la direction générale de Sonatrach, en présence des membres du conseil d'administration du groupe ainsi que des cadres du ministère.

Par Sirine R

Cette nomination, intervenue en vertu de deux décrets présidentiels datés du 26 octobre 2025, s'inscrit dans la dynamique de réforme et de modernisation que connaît actuellement le secteur des hydrocarbures et des mines. Le ministre d'État a affirmé, dans son allocution, que cette nomination s'inscrit dans la dynamique renouvelée que connaît le secteur des hydrocarbures et des mines, laquelle traduit la vision stratégique de Son Excellence le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider la position de l'Algérie en tant que fournisseur énergétique fiable et à promouvoir le développement durable. M. Arkab a souligné que le groupe Sonatrach, véritable cœur battant de l'économie nationale, est appelé à s'engager résolument dans une nouvelle phase de relance institutionnelle et d'innovation technologique, notamment dans un contexte mondial marqué par de profondes mutations dans le domaine de l'énergie. Devant les cadres du groupe pétrogazier, le ministre a défini les grandes orientations de la feuille de

route du groupe, axée notamment sur le renforcement des capacités nationales de production de gaz naturel, en tant qu'énergie propre et sûre, et le développement de l'industrie de transformation à travers la mise en œuvre de projets pétrochimiques à haute valeur ajoutée. À cela s'ajoutent l'élargissement du champ de la coopération et du partenariat international par la signature de contrats stratégiques avec de grandes compagnies mondiales telles que Chevron et ExxonMobil, l'accélération du rythme de la transition énergétique en œuvrant à réduire les émissions de carbone et à développer des projets de captage et de stockage du carbone (CCS), ainsi que la modernisation des systèmes d'exploration et de production en recourant aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle.

Un profil expérimenté à la tête du groupe

Fort d'une expérience de plus de 35 ans dans le secteur énergétique, Noureddine Daoudi est considéré comme l'un des cadres les plus chevronnés du domaine. Ancien président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hy-

drocarbures (ALNAFT), il a passé plus de trois décennies au sein de Sonatrach, où il a occupé plusieurs fonctions dans les domaines de la géologie et de l'exploration pétrolière. M. Daoudi s'est distingué par sa maîtrise des enjeux techniques et stratégiques liés à la valorisation des ressources nationales, mais aussi par son implication dans la transformation numérique du secteur. Il avait notamment supervisé la mise en place d'une plateforme numérique de promotion des projets pétroliers au sein d'ALNAFT, renforçant la transparence et l'attractivité des investissements. Lors de la cérémonie, le ministre d'État a tenu à exprimer sa reconnaissance à M. Rachid Hachichi pour « les efforts et les réalisations enregistrés durant son mandat à la tête du groupe Sonatrach », saluant sa contribution au développement du premier opérateur énergétique du pays. En conclusion, M. Arkab a appelé le nouveau PDG à « poursuivre avec détermination la modernisation du groupe et à travailler avec un haut sens du devoir national », affirmant que « cette responsabilité est un engagement au service de la nation avant d'être un honneur personnel ».

OBJECTIF « ZÉRO CASH » EN 2028

«Tous les éléments sont réunis pour réussir la transition»

Par Adem A.

L'Algérie s'apprête à passer d'une économie largement dominée par l'espèce à une société presque entièrement digitalisée d'ici 2028. L'annonce du gouverneur de la Banque d'Algérie a suscité un large écho, mais les responsables du secteur se veulent optimistes : les bases techniques, réglementaires et humaines sont bel et bien en place pour concrétiser ce virage. Avec près de 21 millions de cartes bancaires en circulation, plus d'un million de commerçants enregistrés et 80 000 terminaux de paiement électronique (TPE) déjà déployés à travers le pays, produits localement par deux sociétés nationales, l'écosystème du paiement numérique se structure à grande vitesse. « Nous avons mis à niveau toute l'infrastructure selon les standards internationaux. Le paiement mobile, le QR code et les solutions interbancaires sont désormais pleinement opérationnels », a souligné Madjid Messaoudène, directeur général de la SATIM, la société en charge du système national de paiement électronique, sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale. Depuis le lancement officiel du paiement mobile en 2025, l'adhésion des citoyens et

des commerçants progresse. Le nombre d'opérations électroniques dépasse déjà le million de transactions par mois, une tendance appelée à s'accélérer grâce à la gratuité des transactions introduite dans la loi de finances 2025. Cette mesure, couplée à des campagnes de sensibilisation et à des programmes d'accompagnement, vise à encourager les commerçants à s'équiper de TPE et à familiariser les consommateurs avec les paiements dématérialisés. La SATIM prévoit également la généralisation des cartes Visa et Mastercard d'ici 2026, entièrement fabriquées et personnalisées en Algérie, une avancée majeure pour l'inclusion financière et la souveraineté technologique. « Nous voulons que chaque citoyen puisse payer ou se faire payer de manière fluide et sécurisée, partout sur le territoire », a ajouté Messaoudène. L'objectif « zéro cash » reste ambitieux, mais il ne s'agit pas d'un saut dans l'inconnu. Le taux de bancarisation atteint déjà près de 60 % de la population, en incluant Algérie Poste, et les infrastructures bancaires s'étendent à un rythme soutenu, avec près de 4 000 distributeurs automatiques en service. Pour Boubekeur Sellami, expert en finances et fiscalité, « la trajectoire est claire : l'économie informelle recule à mesure que les paiements électro-

niques se démocratisent. Avec des incitations adaptées, on peut espérer atteindre un taux de digitalisation de 60 à 70 % d'ici 2028 ». Le poids de l'informel demeure important, estimé entre 34 % et 50 % de la masse monétaire, mais son intégration progressive dans le circuit officiel représente une formidable opportunité. Selon les estimations, si 70 % de l'informel rejoignait l'économie légale, le PIB pourrait bondir de 300 à près de 500 milliards de dollars et les recettes fiscales doubler en l'espace de deux à trois ans.

Généralisation des cartes Visa et Mastercard d'ici 2026

La réussite de cette mutation repose autant sur la technologie que sur la confiance. « La sécurité technique de nos systèmes est garantie, mais la vigilance de l'utilisateur reste essentielle », a reconnu Messaoudène. C'est pourquoi les autorités multiplient les initiatives de formation et d'éducation financière, afin d'aider les citoyens à adopter les bons réflexes face aux risques de fraude et d'usurpation. La digitalisation est également un levier d'innovation et d'emploi. De plus en plus de startups fintech s'intéressent au paiement mobile et aux services financiers numériques. Tou-

tefois, le capital minimal de 700 millions de dinars exigé pour obtenir un agrément de prestataire de services de paiement (PSP) demeure un frein pour les jeunes entrepreneurs. « Il faut alléger les conditions d'accès pour encourager l'innovation locale. Nos jeunes ont le savoir-faire, il faut leur donner les moyens d'agir », a plaidé Sellami. Pour les autorités, la transition vers le « zéro cash » ne se limite pas à la modernisation des paiements. C'est un projet de souveraineté économique visant à mieux canaliser les flux financiers, renforcer la transparence et optimiser la collecte fiscale. L'État entend aussi favoriser l'inclusion financière dans les zones éloignées, où les services numériques peuvent pallier le manque d'agences physiques. Les prochaines étapes sont claires : poursuivre la sensibilisation, renforcer la confiance et soutenir la production locale d'équipements. « Tous les éléments sont réunis pour réussir cette transition », a conclu Madjid Messaoudène. « L'infrastructure est prête, les outils existent, et la société algérienne montre déjà sa capacité d'adaptation. Il s'agit maintenant d'un effort collectif : citoyens, commerçants et institutions doivent avancer ensemble ».

HYDROCARBURES

Equinor intéressé par le renforcement de ses investissements en Algérie

Par R E.

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, hier à Alger, le vice-président exécutif du groupe énergétique norvégien "Equinor", Philippe Mathieu, qui a exprimé l'intérêt du groupe à renforcer sa présence et ses investissements en Algérie pour les étendre à de nouveaux domaines, indique dimanche un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de cadres des deux parties, a permis de passer en revue l'état et les perspectives de la coopération dans le domaine des hydrocarbures, notamment les opportunités d'investissement du groupe "Equinor" en Algérie en matière de recherche, d'exploration et de production des hydrocarbures. Les deux parties se sont félicitées de la qualité du partenariat établi entre Sonatrach et le groupe norvégien, notamment à travers les projets d'In Salah et d'In Amenas, en tant que modèle réussi de coopération technique et d'investissement entre les deux pays, ajoute le communiqué. Les discussions ont également porté sur les voies à même de renforcer et d'élargir le partenariat à de nouveaux projets, ainsi que sur la poursuite de l'échange d'expertises et d'expériences techniques, notamment dans les domaines du développement des gisements, de la pétrochimie, de la protection de l'environnement, de la réduction des émissions de carbone, de sa capture et de son stockage, ainsi que dans la production de carburants à faible teneur en carbone, dans le cadre des efforts de transition énergétique et de réduction de l'empreinte environnementale de l'industrie des hydrocarbures. Un exposé sur la loi sur les hydrocarbures, les incitations et garanties qu'elle offre aux investisseurs étrangers a été présenté par M. Arkab qui a souligné l'engagement de l'Algérie à assurer un climat d'investissement attractif, fondé sur la transparence et la compétitivité, afin de redynamiser les activités d'exploration et de développement de la production. Le ministre d'Etat a mis l'accent sur les opportunités prometteuses de la coopération conjointe dans les domaines de la recherche, de la formation et des nouvelles technologies dans l'industrie pétrolière et gazière, selon la même source. Pour sa part, M. Mathieu s'est dit satisfait des relations de coopération "exceptionnelles" avec Sonatrach, réaffirmant l'intérêt d'Equinor à renforcer sa présence et ses investissements en Algérie ainsi que sa disposition à élargir le partenariat à de nouveaux domaines tels que les énergies propres, l'utilisation optimale des ressources, la sécurité industrielle et le contrôle des émissions de gaz, tout en saluant le rôle de l'Algérie en tant que partenaire fiable et stable sur le marché énergétique mondial. Le groupe Equinor, présent en Algérie depuis 2004, est un partenaire de Sonatrach et de British Petroleum (BP) dans les projets gaziers d'In Salah et d'In Amenas, ainsi que dans un projet d'exploration à Timissit en partenariat avec le groupe public.

PLANTATION D'UN MILLION D'ARBUSTES

Sonatrach participe à la campagne nationale

Les travailleurs du Groupe Sonatrach ont pris part, samedi, à travers les différentes wilayas du pays, à la campagne nationale de plantation d'un million d'arbustes, organisée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a indiqué un communiqué du groupe public. Cette participation fait suite à l'appel lancé par le groupe public à l'ensemble de ses travailleurs, à travers ses différentes filiales, pour contribuer à cette vaste initiative environnementale, précise le communiqué de Sonatrach, ajoutant que cette démarche s'inscrit "dans le cadre de l'engagement environnemental et sociétal du Groupe, et sa vision citoyenne incarnant les valeurs de durabilité qui le fondent". A cette occasion, le groupe public a réaffirmé son engagement à poursuivre son appui aux projets et initiatives nationales visant à promouvoir une culture environnementale responsable, conclut le communiqué.

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE NATIONALE LIBYENNE
Sonatrach reprend ses forages d'exploration en Libye

En mai 2014, Sonatrach avait interrompu ses opérations de forage dans le bassin de Ghadamès à cause de la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays. La reprise de ces activités s'inscrit dans le cadre du plan de relance du secteur des hydrocarbures, adopté par les autorités libyennes. Le géant pétrolier Sonatrach a repris ses forages d'exploration d'hydrocarbures dans le bassin de Ghadamès en Libye à la mi-octobre, a annoncé la compagnie pétrolière nationale libyenne (NOC) dans un communiqué publié le jeudi 23 octobre 2025. Le puits d'exploration est situé dans la zone contractuelle (95/96) du bassin de Ghadamès, près de la frontière algéro-libyenne et à environ 100 km du champ de Wafa, a-t-on indiqué de même source. Sonatrach, qui avait interrompu ses opérations de forage sur ce site en mai 2014 « en raison de l'instabilité de la situation sécuritaire à l'époque », prévoit d'achever le forage à une profondeur finale prévue de 8440 pieds. En février 2013, le ministère libyen du Pétrole et du Gaz avait annoncé une découverte d'hydrocarbures sur le champ opéré par Sonatrach dans le bassin de Ghadamès. Les premières études



sur le terrain avaient alors révélé que le gisement pouvait produire 8200 barils de pétrole brut et 1700 m3 de gaz naturel par jour, d'après le ministère. La Libye possède les plus grandes réserves de pétrole prouvées en Afrique (48 milliards de barils), mais sa production de brut a été largement perturbée par le chaos consécutif à la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Le gouvernement basé à Tripoli a adopté, début 2025, un plan de relance du secteur des hydrocarbures, soutenu par des investissements évalués à entre 3

et 4 milliards de dollars. Dans ce cadre, le groupe italien Eni a repris début octobre des travaux d'exploration offshore au large des côtes nord-ouest du pays, alors que les autorités ont engagé des consultations avec des majors pétrolières, dont ExxonMobil et Chevron, pour le développement de nouveaux blocs et l'optimisation de certains champs en production. En avril dernier, le pays a lancé son premier appel d'offres pétrolier en 17 ans, une initiative considérée par les analystes comme un signal de réouverture aux investissements étrangers.

PROTECTION CIVILE

Session de Formation internationale en médecine de catastrophes

Dans le cadre du renforcement de la coopération internationale dans le domaine de la protection civile et de la gestion des situations d'urgence, la Direction Générale de la Protection Civile algérienne organise, en collaboration avec l'Organisation Internationale de la Protection Civile (OIPC), une Session de formation internationale en médecine de catastrophe du 26 au 30 octobre 2025 au profit de médecins de la Protection Civile issues de pays

membres à l'instar, de l'Arabie saoudite, Tunisie, Palestine, Jordanie, Liban, Egypte, Soudan, Benin, Sénégal, Guinée, Cote d'Ivoire et le Burkina Faso. Cette session, qui se tient en Algérie, s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à renforcer les capacités médicales et opérationnelles des intervenants en première ligne face aux catastrophes majeures, qu'elles soient naturelles ou d'origine technologique. Cette session de formation sera

marqué par la présence du Directeur Général de la Protection Civile le Colonel Boualem Bourelaf qui supervisera le lancement officiel de cette dernière. Le programme de cette formation comprend des exposés thématiques, des ateliers pratiques, des simulations d'intervention lors de catastrophes, animés par des experts de la Protection civile Algérienne spécialisés dans le domaine de la médecine de catastrophe et de la gestion des risques majeurs. Les travaux

portent notamment sur : « la coordination et l'organisation intersectorielle des secours ; la chaîne médicale des secours en cas de catastrophe ; la mise en œuvre des plans d'urgence ; la logistique médicale en situation de catastrophe et la communication en situation de crise ». Cette initiative témoigne de l'engagement constant de l'Algérie à travers la Protection Civile, à partager une expertise et expérience reconnue dans le domaine de la gestion et de la ré-

ponse aux crises majeures, contribuant ainsi à la consolidation de la solidarité et de la résilience internationales. La formation constitue également un espace d'échange et de coopération entre les médecins et responsables des différents corps de Protection Civile, favorisant le développement d'une culture commune de préparation et de gestion efficace des urgences à l'échelle mondiale.

OIT

Les mesures d'accompagnement pour les employés handicapés et leurs familles sont bénéfiques pour les entreprises

La mise en oeuvre de mesures d'accompagnement et de soutien pour les employés en situation de handicap et leurs familles est bénéfique pour les entreprises, affirme le Réseau mondial

"Entreprises et Handicap" (GBDN) de l'Organisation internationale du travail (OIT), dans un nouveau rapport. Publié en amont de la Journée internationale de l'accompagnement et du soutien, célébrée

le 29 octobre de chaque année, ce rapport s'appuie sur une analyse des politiques d'accompagnement et de soutien inclusives du handicap mises en place par les grandes entreprises. Intitulé "Ac-

compagnement pour la compétitivité: politiques et pratiques des entreprises en matière d'accompagnement et de soutien pour les employés handicapés et leurs familles", le document établit un lien entre des politiques efficaces de soins et de soutien en milieu de travail tenant compte du handicap et l'engagement, la fidélisation et la productivité des employés. Selon l'OIT, les entreprises interrogées ont souligné que l'application inégale des politiques selon les régions constituait le défi structurel le plus fréquent, suivi par les lacunes en matière d'avantages sociaux et d'allocations dédiés aux soins et à l'accompagnement. Le rapport a été publié un an après l'adoption de la résolution concernant le travail décent et l'économie du soin et son plan d'action, qui appellent à étendre les services d'accompagnement et de soutien aux personnes en situation de handicap, afin de promouvoir leur autonomie, leur indépendance et leur accès à l'emploi.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,60	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	4429	6 244 890,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	0,34	2,22	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 260,00	2265,00	0,22	6,09	0,36	10,80	5,52	143604	325 263 060,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-3,89	-4,93	4,80	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	0,58	-0,42	3,78	5,25	0	0,00

ANGEM

Financement de 11 000 microprojets en six mois

La directrice générale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Mme Souad Bendjemil, a fait savoir que plus de 11 000 microprojets ont été financés durant le premier semestre de 2025, principalement dans l'agriculture, l'artisanat, les services et la petite industrie.

Par Sirine R

Lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « Chaîne III », la responsable a précisé que l'ANGEM, depuis sa création, a atteint le cap symbolique d'un million de bénéficiaires, générant plus de deux millions d'emplois directs et indirects. « Notre objectif est de faire émerger une économie de proximité, inclusive et durable. Chaque micro-activité contribue à la création de richesse et à la stabilité sociale », a souligné Mme Bendjemil, indiquant que l'année 2025 est marquée par une forte orientation vers les microprojets agricoles et écologiques. « Nous constatons un engouement croissant pour l'agriculture et l'économie verte. Beaucoup de jeunes s'intéressent aujourd'hui aux métiers liés au recyclage et à la valorisation des déchets », a indiqué la DG de l'ANGEM. Dans cette optique, un programme innovant a été lancé. En effet, pas moins de 1 000 collecteurs de plastique sont financés par l'agence, en partenariat avec le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie. Chaque bénéficiaire bénéficie, détaille la DG de l'ANGEM, d'une formation spécialisée et d'un tricycle motorisé pour faciliter la collecte des plastiques, ensuite acheminés vers les entreprises de recyclage. Cette opération vise à formaliser une activité informelle et à créer de véritables micro-chaînes de valeur autour du recyclage.

Les femmes, moteur silencieux du micro-entrepreneuriat

L'un des points forts du dispositif demeure la forte participation féminine, notamment

dans les zones rurales. Plus de 300 000 femmes rurales ont bénéficié du microcrédit ANGEM, que ce soit pour l'artisanat, la transformation alimentaire ou l'agriculture familiale. « Les femmes représentent 65 % des remboursements. Elles sont plus assidues, plus rigoureuses et souvent à l'origine d'une véritable économie familiale », a insisté Mme Bendjemil. Outre la formation et le financement, l'agence met en place des salons et expositions locales pour faciliter la commercialisation de leurs produits et renforcer leur autonomie financière. L'ANGEM a également accompagné ses bénéficiaires à la Foire commerciale intra-africaine (IATF), organisée en septembre à Alger. Sept entrepreneurs financés par l'agence y ont conclu des contrats d'exportation d'une valeur globale de trois millions de dollars vers plusieurs pays africains, dont le Mali, le Niger et la Mauritanie. Ces réussites confirment que « le microcrédit n'est pas seulement un outil social, mais un instrument économique à fort potentiel d'exportation », souligne Mme Bendjemil. L'agence avait déjà représenté l'Algérie au Salon international de l'artisanat de Milan, où les produits algériens ont séduit par leur authenticité et leur conformité aux normes internationales.

Un dispositif de proximité ancré sur tout le territoire

Présente dans l'ensemble du pays à travers 574 cellules d'accompagnement et plus de 900 accompagnateurs, l'ANGEM assure un travail de sensibilisation et de suivi quotidien auprès des porteurs de projets. « Notre rôle n'est pas seulement de financer, mais d'accompagner dans la durée. Nous offrons

un service global : formation, aide à la commercialisation et mise en relation avec des partenaires économiques », a-t-elle expliqué. Les microcrédits octroyés par l'agence sont sans intérêt, avec des durées de remboursement pouvant aller jusqu'à huit ans. Une formule qui attire de plus en plus de femmes au foyer, de jeunes sans diplôme ou de ruraux souhaitant créer une activité génératrice de revenus. Consciente des défis actuels, l'ANGEM s'engage dans une double modernisation : la révision du plafond de financement, actuellement fixé à un million de dinars, en concertation avec le ministère de tutelle, afin de permettre des projets plus ambitieux, et la numérisation du processus d'accompagnement avec une plateforme d'inscription en ligne, un suivi à distance des porteurs de projets et un service mobile destiné aux femmes rurales ne pouvant se déplacer. Par ailleurs, dans sa logique d'intégration économique, l'ANGEM multiplie les partenariats. D'ailleurs, l'accord signé avec Algérie Télécom illustre cette synergie : des micro-entrepreneurs formés par l'agence sont désormais chargés de l'installation de la fibre optique à travers le pays. Ils bénéficient d'un financement, d'une formation technique et d'un plan de charge garanti par Algérie Télécom. « C'est une approche nouvelle : nous ne finançons pas pour financer, mais pour créer une relation directe entre micro-entreprises et entreprises nationales », explique la directrice. Au-delà des chiffres, l'action de l'ANGEM contribue à ancrer une culture entrepreneuriale locale, à réduire le chômage et à soutenir l'économie réelle dans ses dimensions sociale, solidaire et environnementale.

CONSTANTINE

Lancement de la campagne labours-semailles visant une superficie de 91.000 hectares

Par R. E.

La campagne labours-semailles de la saison agricole 2025-2026, a été lancée dimanche dans la wilaya de Constantine, visant une surface globale estimée à 91.000 hectares, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le coup d'envoi de cette campagne a été donné par le wali, Abdelkhalek Sayouda depuis l'exploitation agricole Zaâtat Adlane, située dans la commune d'Ouled Rahmoune, a-t-on précisé. Pas moins de 70.000 hectares parmi la superficie globale, ont été réservés au blé dur, soit une hausse de 10.000 hectares par rapport à la saison précédente, le blé tendre (18.700 hectares), l'orge (6.800 hectares), alors que 2.300 hectares ont été consacrés à l'avoine, selon la même source. Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mis en place pour assurer le bon déroulement de cette campagne, a souligné la même source, rappelant qu'une production de 2,100 millions de quintaux de céréales, toutes espèces confondues, a été réalisée au titre de la campagne agricole 2024-2025. Il est à noter que la campagne labours-semailles a été lancée en présence, entre autres, du président de l'Assemblée populaire de wilaya (P/APW), des cadres de la direction des services agricoles (DSA) et ceux de la Chambre d'agriculture de la wilaya (CAW), du chef de daïra d'El Khroub et du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), d'Ouled Rahmoune.

RELANCE DU PROJET DU BARRAGE VERT

Plus de 26 000 hectares déjà plantés

Par M. A.

L'Algérie réaffirme son ambition écologique avec la relance du projet emblématique du barrage vert, pilier de la lutte contre la désertification et symbole du renouveau environnemental national. Selon le Directeur général de la DGF, Djamel Touahria, ce vaste chantier, lancé en 2023 et s'étalant jusqu'en 2030, constitue un programme structuré et rigoureusement encadré visant à reboiser 400 000 hectares à travers les régions steppiques et les Hauts Plateaux. À ce jour, plus de 26 000 hectares ont déjà été reboisés, avec un taux de réussite remarquable de 98 %. Invité de la « Chaîne I » de la radio nationale, M. Touahria a rappelé que le barrage vert n'est pas une simple campagne de plantation, mais un programme national intégré, appuyé par des études techniques, des bureaux d'ingénierie et des structures locales de suivi. « C'est un projet encadré par des institutions spécialisées et mené selon une approche scientifique et territoriale, garantissant la durabilité des écosys-

tèmes restaurés », a-t-il expliqué. Le projet, mis en œuvre par la Direction générale des forêts (DGF) avec la participation du Groupe d'ingénierie rurale et du Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), repose sur la plantation d'espèces forestières et fruitières résistantes à la sécheresse. Parmi elles figurent l'olivier, le caroubier et le pistachier, choisis pour leur double valeur écologique et économique. « Ces essences sont adaptées à chaque zone. La durabilité du barrage vert dépend avant tout de cette compatibilité écologique », a précisé le Directeur général, soulignant que les plants proviennent de pépinières nationales appartenant à la DGF et à la Société d'ingénierie forestière. Selon M. Touahria, la relance du barrage vert marque un tournant dans la stratégie nationale de lutte contre la désertification et le changement climatique. « Nous voulons recréer un poumon écologique pour le pays, un espace capable de séquestrer le carbone, de stabiliser les sols et de freiner l'avancée du désert », a-t-il indiqué, ajoutant que le projet actuel

se distingue par sa rigueur scientifique, sa planification sur sept ans et la modernisation de ses méthodes d'exécution. Le responsable a également mis en avant la coordination intersectorielle et territoriale assurée par des comités techniques de wilayas chargés du suivi sur le terrain. « Ce dispositif garantit la qualité des travaux et la pérennité des plantations. Les résultats obtenus jusqu'à présent témoignent du sérieux et du professionnalisme des équipes engagées », a-t-il affirmé, rappelant que le barrage vert des années 1970 avait déjà démontré son efficacité et que la version actuelle en présente la continuité modernisée. Cette relance s'inscrit dans une politique environnementale intégrée qui englobe la campagne nationale de reboisement, ayant largement dépassé les attentes initiales. Plus de 1,39 million d'arbres ont été plantés à travers les 58 wilayas du pays, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et l'Association « Algérie Verte ». « Cette mobilisation citoyenne remarquable reflète une prise de conscience accrue des enjeux liés au changement climatique et à la protec-

tion des forêts », a souligné Djamel Touahria. Sur un autre plan, la DGF enregistre également des résultats notables dans la lutte contre les incendies de forêts, avec une baisse de 85 % des sinistres par rapport aux années précédentes. Les surfaces affectées se limitent désormais à 4 090 hectares, contre près de 40 000 hectares auparavant. Une amélioration que M. Touahria attribue à « une planification rigoureuse, à la modernisation des moyens d'intervention, notamment l'usage de drones, de systèmes d'alerte précoce et de cartes de risques ainsi qu'à la coordination efficace entre les différents services ». Pour le Directeur général, ces avancées traduisent « un véritable tournant écologique pour l'Algérie ». Il estime que la réussite du barrage vert et la maîtrise accrue des incendies démontrent la capacité du pays à conjuguer prévention, innovation et mobilisation citoyenne. Et de conclure : « L'Algérie est en train de redevenir verte. Ce que nous accomplissons aujourd'hui n'est pas seulement un acte de reboisement, mais une construction d'avenir pour les générations à venir ».

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plantation de 12.000 arbustes sur 5 sites

Quelque 12.000 arbustes seront mis en terre sur cinq sites à travers la wilaya de Bordj Bou Arreridj dans le cadre de la campagne nationale de plantation d'un million d'arbres dont le coup d'envoi a été donné samedi par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, à Tizi ouzou, en compagnie du ministre de la jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, sous le slogan "verte, si Dieu le veut".

Dans ce contexte, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a supervisé dans la localité de Taghremt dans la commune de Djaafra (Nord de Bordj Bou Arreridj) le lancement d'une campagne de plantation de 8.000 arbustes des espèces de pins d'Alep et d'olivier sauvage, adaptées au climat local, avec la participation d'un grand nombre de citoyen, d'associations, de représentants des différents secteurs et de plus de 200 écoliers.

Dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, la campagne cible la mise en terre de 12.000 arbustes sur cinq sites répartis sur les communes El Euch, Medjana, Ras El Oued , Djaafra et Hasnaoua, selon les services de la conservation des forêts.

Dans une déclaration à la presse, le ministre a indiqué que cette opération vise à "régénérer le couvert végétal dans cette wilaya qui a enregistré des pertes au cours de l'été passé à cause des incendies qui avaient parcouru 500 hectares", soulignant que cette campagne se poursuivra jusqu'au mois de mars prochain et sera accompagnée par des campagnes de sensibilisation pour ancrer la culture du reboisement qui constitue une partie intégrante du développement durable et du renforcement de conscience écologique.

M. Yacine El-Mahdi Oualid a ajouté que "le premier objectif est de planter un million d'arbres mais les données recueillies montrent que ce but a été largement dépassé et le nombre des bénévoles dépassaient celui des arbres à planter", soulignant que "les algériens ont montré une capacité réelle à se solidariser et coopérer pour l'intérêt du pays et avec la conjugaison des efforts de tous, le pays peut être transformé en une aire verte".

Il a également appelé à "poursuivre le travail collectif pour atteindre ce but", espérant que les résultats seront positifs.

TLEMCEN

Le secteur de l'artisanat mise beaucoup sur la relance du tapis

La wilaya de Tlemcen, jouit depuis la nuit des temps d'un artisanat florissant. Le secteur mise beaucoup sur la relance du tapis qui durant les années 70 la wilaya exportait plus de 450 000 m2/an de tapis, vers l'Allemagne et autres pays

Une véritable bataille a été engagée dans ce cadre pour accentuer la production de ce produit largement demandé, surtout depuis la mise en service d'un centre d'estampillage. Ce secteur s'attèle également à encourager d'autres produits pour promouvoir le tourisme culturel dans la région de Tlemcen.

D'importantes aides ont été accordées à la femme artisan considérée comme un support essentiel pour le développement local. D'ailleurs et selon la direction de la chambre de l'artisanat de Tlemcen des dizaines de femmes ont été formées, dans plusieurs activités, notamment la tapisserie, la poterie et la natte.

Celles-ci avaient ,a-t-on rappelé bénéficié de projets inscrits dans le cadre de la politique du FIDA et du gouvernement algérien en matière de réduction de la pauvreté rurale dont des unités de broderie, et autres unités de métier à tisser....

Face cependant au déclin de l'artisanat du

tapis, le secteur ne cesse de déployer d'intenses efforts pour relancer ce produit avec la formation de jeunes filles qualifiées pour reprendre le glorieux flambeau de leurs aînées.

Le centre régional d'estampillage implanté à Tlemcen, et dont son rôle consiste à bien composer le tapis montre à quel point le secteur de l'artisanat affiche sa volonté de confirmer sa place avec la relance du tapis, autrefois fierté de Tlemcen .

Selon le Dr Rahoui de l'université de Tlemcen « Tout comme la musique, la poésie populaire, la médecine traditionnelle et l'artisanat en général, l'art du tapis, en tant que technique et en tant que référence socioculturelle, doit faire l'objet d'une grande attention en vue de mettre à jour et consolider ses différentes valeurs ; entre autre la valeur socioculturelle, la valeur ornementale et esthétique, ainsi que la valeur économique et commerciale. »

BEJAIA

Appel au “respect de l'itinéraire technique” de la figue sèche de Beni Maouche

Les participants à la 21e édition de la Fête de la figue sèche, qui s'est déroulée du 23 au 25 octobre dans la commune de Beni Maouche (wilaya de Bejaia), ont mis l'accent sur la nécessité de "respecter l'itinéraire technique" de ce produit du terroir afin de le protéger.

Le secrétaire général de l'Association des figuiculteurs de la commune de Beni Maouche, M. Bekkouche Omar, a indiqué que le label d'indication géographique (IG) constituait une "protection pour la figue sèche de Beni Maouche, un produit exclusif de cette région".

Pour cette 21e édition, 13 producteurs de figues sèches de Beni Maouche ont reçu le logo de l'indication géographique pour avoir respecté le cahier des charges établi dans le cadre de la labellisation de la figue de cette région, a ajouté M. Bekkouche.

Cette indication géographique couvre 21 communes relevant des wilayas de Bejaia (11 communes) et de Sétif (10 communes). La labellisation a ainsi contribué à rendre le produit visible sur le marché national et à le positionner comme un produit du terroir de grande qualité, a souligné Kaci Saâdane, un figuiculteur de la région.

Il a ajouté que les conditions de commercialisation avaient beaucoup changé depuis 2016, année de la labellisation, ce qui a permis à "la figue sèche issue des vergers de notre région de trouver une bonne place sur le marché local", a-t-il dit.

Loudjani Khaled, un figuiculteur de Beni Maouche, a pour sa part estimé que "le respect de l'itinéraire technique permettait de produire une figue sèche pouvant rivaliser et s'imposer sur le marché national, voire même à l'international".

M. Loudjani a appelé les producteurs de figue sèche de la région "à se conformer au cahier des charges afin de préserver ce label".

Le directeur des services agricoles, Mohammed Boutiba, a affirmé que ses services travaillaient à la généralisation de ce label pour couvrir d'autres wilayas limitrophes, comme Bordj Bou-Arréridj.

Il a indiqué que la filière de la figuiculture était au coeur des préoccupations de son service, précisant que 21.000 plants de figuiers avaient été plantés durant la saison de 2024/2025 dans toute la wilaya.

La Fête de la figue sèche de Beni Maouche, qui s'est achevée samedi et à laquelle plus de 160 exposants ont participé, a attiré un grand nombre de visiteurs venus de plusieurs wilayas du pays.

TISSEMSILT

Un nouvel élan pour l'urbanisme et le logement à travers des projets immobiliers ambitieux

La wilaya de Tissemsilt poursuit sa dynamique de développement urbain avec le lancement de nouveaux projets d'envergure destinés à améliorer le cadre de vie des citoyens et à moderniser le tissu architectural de la région.

Sous la supervision de l'Entreprise Nationale de Promotion Immobilière (ENPI), les travaux de réalisation de 50 logements promotionnels libres (LPL) ont officiellement démarré au chef-lieu de la wilaya.

Ce projet résidentiel, qui s'inscrit pleinement dans la politique nationale de l'habitat, vise à offrir des habitations individuelles de standing, alliant confort, esthétique et modernité.

Conçues selon des normes architecturales contemporaines respectueuses du cachet urbanistique local, ces villas de type R+1 répondent aux besoins de confort, de sécurité et d'intimité des familles.

Le wali de Tissemsilt, M. Bouzaid Fethi, a accordé une attention particulière à la préparation et au suivi de ce projet structurant, en multipliant les

réunions de coordination avec les responsables des secteurs concernés. Ces rencontres ont permis de définir les priorités et d'assurer la mise en œuvre rigoureuse du programme dans le respect des délais contractuels.

L'ENPI a, de son côté, affirmé que les travaux sont déjà en phase de fondations et qu'ils se déroulent conformément aux normes les plus exigeantes de qualité et de sécurité, gage d'un produit immobilier durable et harmonieux. À terme, ces 50 unités contribueront à reconfigurer l'espace urbain

de Tissemsilt, tout en renforçant son attractivité économique et touristique. Parallèlement, dans le cadre du suivi permanent des programmes de logement en cours, les services de la wilaya ont mené une visite de terrain sur plusieurs chantiers d'habitat promotionnel aidé (LPA) à travers la commune de Tissemsilt.

Cette opération a concerné deux projets majeurs : 60 logements LPA à Aïn El Bordj et 60 autres à haï Hassan, deux sites qui connaissent un rythme d'exécution appréciable.

Quand les capitaux de la Big Tech dictent la politique américaine

Alors que Donald Trump s'attaque aux libertés civiles et au filet de sécurité sociale, les Démocrates ne savent plus quoi faire. La domination continue du capital sur les deux partis et les machinations de la Big Tech en particulier sont essentielles pour comprendre notre crise politique, affirme Thomas Ferguson.

2^e partie

Par Thomas Ferguson (*)

En règle générale, les salaires horaires ont augmenté, alors que les heures de travail ont fortement diminué, ce qui a entraîné une baisse des revenus hebdomadaires réels et une hausse de l'inflation. L'effet réel s'est traduit par une baisse du revenu médian réel des ménages, mais ces chiffres n'ont été publiés que bien après coup. Nous nous sommes également penchés scrupuleusement sur les salaires, les dépenses de consommation et la richesse détenue. La politique d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale a fait grimper la valeur des actions et des résidences des riches. Lors du premier cycle d'assouplissement quantitatif, dans le sillage de la grande crise financière, ils avaient déjà été bénéficiaires. Mais lors du deuxième cycle, après 2020, l'ampleur de leurs gains a été démentielle – une augmentation de la richesse au sommet de la pyramide des revenus qui a véritablement fait date. Et les nantis ont dépensé sans compter, alors même que le reste de la population se trouvait dans une situation de plus en plus difficile. Ce gigantesque transfert de richesse a accentué les tendances existantes vers une économie à deux vitesses aux États-Unis, dont Peter Temin, Lance Taylor, Storm et d'autres économistes avaient déjà parlé. Bien avant les élections de 2024, il était évident que les Démocrates allaient dégringoler. Au début de l'année, Storm et moi-même avons de nouveau exposé le problème dans « Trump versus Biden : The Macroeconomics of the Second Coming » (Trump contre Biden : la macroéconomie du second avènement). Le titre est éloquent. Nous avons prévenu que les salaires horaires, en particulier les salaires horaires en valeur nominale, ne reflétaient pas toute la réalité et que les pertes cumulées en termes de salaires réels pendant le mandat de Biden étaient conséquentes pour la plupart des travailleurs. Mais jusqu'au jour des élections, le discours officiel du parti était : « L'économie se porte très bien. Nous sommes le meilleur parti pour les travailleurs depuis Franklin D. Roosevelt. » La plupart des médias ont suivi le mouvement. Mais les électeurs étaient loin d'être convaincus. Les sondages que Jie Chen et moi-même avons consultés indiquent que les électeurs ordinaires (non fortunés) qui sont restés fidèles aux Démocrates ont souvent exprimé leur déception. Les travailleurs s'éloignaient des Démocrates depuis longtemps, mais le revirement de novembre a déstabilisé tout le monde. Certaines analyses post électorales, comme celle de Jason Furman dans Foreign Affairs, ont carrément reconnu que les salaires réels

avaient baissé sous Biden. Mais c'était après coup et ce n'est toujours pas représentatif. Ce sont les riches qui profitent largement de la croissance des salaires et des dépenses, et non les groupes à faibles revenus. La vieille doctrine perdue sous une nouvelle forme alors que les gens tentent de comprendre l'économie trumpienne. Paul Krugman et beaucoup d'autres continuent de soutenir que Biden a laissé une économie florissante que Trump est en train de ruiner. Les tout derniers mois du mandat de Biden ont été un peu meilleurs, mais la tendance dominante est à l'aggravation de la dualité de l'économie que Storm et moi avons mise en lumière avec la flambee continue des marchés boursiers. La Réserve fédérale de Boston vient de publier une étude sur la richesse, les revenus et les dépenses de consommation. Elle conclut que ce sont les riches qui profitent largement de la croissance des salaires et des dépenses, et non les groupes à faibles revenus. D'autres études le confirment. En effet, certains secteurs de la presse économique se réfèrent désormais régulièrement à « l'économie en forme de K », faisant allusion à la divergence entre le haut et le bas de l'échelle tant en ce qui concerne les revenus qu'en ce qui concerne les richesses. La plupart des articles réussissent à ne pas mentionner l'assouplissement quantitatif et le rôle de la Fed, mais ils décrivent très clairement la façon dont les ventes au détail et les autres dépenses se répartissent dans notre économie à deux vitesses. Cette tendance s'est renforcée pendant le mandat de Biden, en particulier lorsque les programmes d'aide ont été supprimés et que l'accès à l'assurance maladie s'est réduit. Même le Wall Street Journal a changé d'avis sur ce point. Le processus est en cours depuis longtemps, mais les élites du Parti démocrate n'hésitent pas à en parler en termes d'effets de second ordre, avec des références au racisme et au genre. On a pu le constater très clairement en 2016, alors que pratiquement toutes les analyses électorales se sont concentrées sur la race et le genre. En revanche, dans l'analyse que Ben Page, mes collègues et moi-même avons réalisée, nous avons clairement indiqué que l'ascension de Trump était avant tout une affaire liée à l'économie. Il suffisait de l'écouter parler pour se rendre compte que la race et le sexe jouaient également un rôle important dans ses appels au vote. Mais l'importance de la pression économique sur de nombreux Américains est apparue clairement dès le premier jour, tout comme le désenchantement de nombreux électeurs démocrates à l'égard du parti. La situation ne s'améliore pas. Peu de choses dans le « programme d'abon-

dance » vanté aujourd'hui par de nombreux Démocrates s'attaquent aux vrais problèmes. Une étude récente et accablante d'économistes de la Fed de San Francisco montre que les contraintes d'approvisionnement n'expliquent pas pourquoi la construction et les prix des logements dans les villes américaines sont catastrophiques. Il en va de même pour les preuves que Storm et moi-même avons présentées concernant les tarifs de l'électricité : ceux-ci ne s'expliquent pas par le NIMBY. [Not in my backyard, ou rejet d'un projet d'intérêt collectif par convenance personnelle, NdT] Les prix de l'électricité sont des cas classiques de distorsion de la réglementation par l'argent en politique. **Nick French : Pour résumer la situation actuelle des Démocrates : Ils continuent d'affirmer que Biden avait une économie formidable, qu'il a fait avancer les choses pour les travailleurs. Il n'a perdu que parce que les travailleurs ont été jetés dans la confusion par les médias sociaux ou parce qu'ils ne s'intéressent pas aux questions économiques.** **Thomas Ferguson :** Ou bien le parti n'a pas trouvé le bon message. Il s'agit là encore un autre blabla absurde. Les Démocrates n'ont pas su répondre aux attentes de la plupart des Américains qui n'étaient pas riches, un point c'est tout. En réalité, le choc inflationniste a été relativement important. La légère amélioration des derniers mois Biden n'en a effacé ni les effets ni l'amertume. Entre le premier trimestre 2021 et le quatrième trimestre 2024, les salaires hebdomadaires moyens réels ont augmenté de 0,4 %. Cette comparaison de bout en bout ne tient pas compte du douloureux manque à gagner cumulé subi par les travailleurs sur l'ensemble de la période : ils avaient voté pour Biden en espérant quelque chose de bien meilleur. Le choc n'a pas été aussi important que le choc titanessque de Volcker sous Jimmy Carter, un autre président démocrate. Mais je pense que cette expérience antérieure est riche d'enseignements pour nous aujourd'hui. Si l'on se penche sur les analyses politiques de la traversée du désert des Démocrates dans les années 80, le travail de Stanley Kelley sur les élections de 1980 est remarquable. Il a mis en évidence l'impact dévastateur pour les Démocrates du virage austéritaire de Carter. Les analyses ultérieures qui vantaient le fait que les Américains moyens s'en sortaient un peu mieux sous les Démocrates sur le long terme n'ont pas tenu compte de l'impact durable de Volcker sur la réputation du parti, ainsi que, bien sûr, de l'engagement des dirigeants du parti en faveur du libre-échange à tout prix, que Joel Rogers et moi-même avons mis en évidence dans Right Turn

(Virage à droite). Les analystes font preuve d'un optimisme excessif lorsqu'ils évaluent la situation actuelle des Démocrates. Si on regarde les sondages sur Biden et les Démocrates, on constate qu'ils se portaient bien jusqu'en janvier 2021. Avec l'accélération de l'inflation et la fin progressive des premiers programmes de Biden qui avaient pour but d'aider les gens à passer la crise de la COVID-19, ils ont cependant vu leur cote de popularité chuter. Les dommages causés à l'image de marque du parti sont plus graves que la plupart des gens ne le pensent. Ce n'est pas un problème de communication et une vague de jolies petites vidéos mignonnes ne suffira pas à y remédier. Autre conséquence de l'approche fondée sur l'investissement en matière de rivalité entre les partis : compte tenu de la faiblesse des syndicats et des associations locales, il convient, pour comprendre la dynamique politique, de tenir compte de la logique des coalitions entre groupes d'entreprises. Et cela revêt aujourd'hui une importance cruciale. Je ne conteste pas le fait que, en quelque sorte, les influences oligarchiques au sein du Parti démocrate sont très fortes. Il est tout à fait évident que des groupes d'investisseurs extrêmement riches et des groupes d'entreprises tentent d'influencer les positions politiques des deux partis. Mais ce qui se passe actuellement est tout à fait exceptionnel. Cela ne correspond pas aux discours habituels sur la position des grandes fortunes au sein du parti. C'est quelque chose de tout à fait différent. L'émergence de la « red tech » (technologie rouge, couleur du parti Républicain) est évidente au sein du Parti républicain. Mais le phénomène a également des implications importantes pour les Démocrates. La technologie rouge illustre le rapprochement toujours plus étroit entre les entreprises et les investisseurs dans les domaines de la haute technologie, de la défense et de la finance, en particulier la crypto-monnaie. Le rôle de la haute technologie dans la défense est désormais considérable, et bénéficie d'un large soutien au sein des deux partis. Cette recrudescence date au moins de 2017, avec l'intérêt croissant du Pentagone et de son entourage pour contrer la Chine. Le Pentagone et les principaux acteurs de l'industrie technologique se sont de plus en plus intéressés à l'IA et en particulier aux possibilités d'application de l'apprentissage automatique et des grands modèles linguistiques (LLM) à la défense. Il est courant de citer ici Anduril, Peter Thiel et leurs homologues, dont l'influence dans la deuxième administration Trump est immense, mais la tendance est bien plus profonde. (A suivre)

MAURITANIE

Le ministre de l'élevage annonce le développement d'un partenariat avec les producteurs laitiers du Hodh Chargui

Le ministre de l'élevage, Sid Ahmed Ould Mohamed, a déclaré que le ministère prévoyait d'organiser une série de réunions de travail dans les prochains jours avec les producteurs laitiers de la région du Hodh Chargui, dans le but de développer le partenariat et de renforcer les efforts communs pour promouvoir le secteur et parvenir à un développement local durable. Cette annonce a été faite lors d'une visite sur le terrain effectuée vendredi soir par le ministre aux coopératives laitières des villages de Warken et Legouissi, dans la moughata de Nema, au début de sa visite de travail dans la région. Dans son discours, le ministre a salué les efforts déployés par les producteurs laitiers pour développer le cheptel, soulignant que ces efforts méritaient d'être salués et soutenus, exprimant la volonté du ministère d'accompagner les producteurs et de développer leurs capacités afin de contribuer à la pérennité et au succès de l'usine laitière de la ville de Néma. De leur côté, les producteurs laitiers et les représentants des coopératives pastorales ont exprimé leur gratitude pour cette première visite de terrain, qu'ils considèrent comme une preuve de l'intérêt porté désormais par le département et de la volonté sincère du ministre de soutenir la production locale et de renforcer le partenariat avec les acteurs de terrain.

DANS LE DOMAINE DES MINES ET DES INVESTISSEMENTS

L'Arabie Saoudite et l'Australie se préparent à élargir les ponts de coopération

L'Arabie Saoudite intensifie ses efforts pour renforcer les relations avec l'Australie, un pays qui n'avait pas de transactions commerciales significatives avec le royaume, à un moment où Riyadh cherche à capitaliser sur le nouvel élan généré par des accords dans les domaines des minéraux, des mines et du financement.

Des responsables des deux pays se rencontreront cette semaine à Riyadh dans le cadre du "Forum Arabie Saoudite - ANZUK" (Australie, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni) pour discuter de questions de commerce, de contrats et d'investissement. Des représentants de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni sont également attendus, alors que les quatre pays cherchent à diversifier leurs canaux commerciaux face aux tensions mondiales résultant des droits de douane. Le forum, qui s'étendra sur deux jours, vise à renforcer la relation émergente entre l'Arabie Saoudite et l'Australie, après que la société "Hancock Prospecting", détenue par l'homme d'affaires Gina Rinehart, et la société minière saoudienne "Ma'aden" ont obtenu le droit d'explorer conjointement les minéraux dans le royaume, dont les réserves minérales

sont estimées à environ 2,5 trillions de dollars. La société australienne "Macquarie Asset Management" a également récemment signé un accord avec le "Fonds d'investissement public" saoudien, dont la valeur d'actifs est d'environ un trillion de dollars, pour explorer des opportunités d'investissement et établir une présence à Riyadh, ce qui constitue l'un des signaux les plus forts de l'expansion des institutions financières australiennes dans le royaume. Sam Jamshidi, président du Conseil d'affaires saoudien-australien et fondateur de "TradeMark Group of Companies" qui accueille l'événement à Riyadh, a déclaré que "la relation en est encore à ses débuts, mais elle se développe rapidement. Nous voyons un intérêt croissant de la part des entreprises australiennes, notamment dans les secteurs des mines, de l'agriculture et de la santé".

À bien des égards, la relation semble s'aligner naturellement. Les deux pays sont membres du "G20" et se concentrent fortement sur les ressources naturelles, tout en cherchant à diversifier leurs économies. Pour l'Arabie Saoudite, la "Vision 2030" se concentre sur l'attraction des investissements, des entreprises et des connaissances étrangères pour construire de nouvelles industries dans lesquelles le royaume n'a pas beaucoup d'expérience, dans le cadre de ses efforts pour réduire sa dépendance économique au pétrole. Selon Khalid Al-Mudhefer, vice-ministre de l'Industrie et des Ressources Minérales en charge des mines, les entreprises australiennes, dont "Hancock", représentent seulement environ 10% des 70 entreprises étrangères opérant dans l'exploration des ressources minérales dans le royaume.

EGYPTE

Accord de 2 milliards \$ pour la construction d'un complexe pétrochimique

Selon l'Autorité du canal de Suez, le complexe vise à faire de l'Égypte un hub énergétique régional, et à stimuler les exportations de produits à forte valeur ajoutée. Il devrait générer plus de 2500 emplois directs et indirects, tout en stimulant la formation technique locale. L'Autorité du canal de Suez (SCA) a signé, le mercredi 22 octobre 2025 à Ismaïlia, un accord de partenariat stratégique avec la société égyptienne Anchorage Investments pour la construction d'un complexe pétrochimique à Ain-Soukhna, dans la Zone économique du canal de Suez. « La première phase du complexe pour les produits pétrochimiques

vise à produire du polypropylène (PP) comme produit principal à partir de propane, ainsi que de l'hydrogène comme sous-produit. Ce projet nécessitera des investissements de plus de 2 milliards de dollars », indique la SCA. Évaluée à 4,5 milliards de dollars, la deuxième phase du projet prévoit « la production d'autres produits pétrochimiques et la création d'unités industrielles complémentaires axées sur l'exportation et le développement durable », ajoute l'institution, tout en précisant que le complexe devrait générer plus de 2500 emplois directs et indirects, tout en stimulant la formation technique locale. Selon l'amiral Ossama Rabie, pré-

sident de la SCA, ce partenariat public-privé s'inscrit dans la stratégie de l'Autorité visant à diversifier ses sources de revenus, optimiser l'utilisation de ses actifs et accroître les recettes en devises étrangères de l'Égypte. De son côté, Ahmed Moharram, fondateur d'Anchorage Investments, a qualifié le projet de « conforme aux standards mondiaux », tout en appelant à renforcer la diversification industrielle et la compétitivité du pays sur les marchés internationaux. L'industrie pétrochimique égyptienne est un secteur en plein essor porté par la modernisation des infrastructures, la valorisation des ressources en gaz naturel et l'afflux d'investissements stratégiques. En

février dernier, un accord public-privé de 7 milliards \$ a été conclu, en vue de construire un complexe pour la production des produits pétrochimiques dans la nouvelle ville d'Al-Alamein. Ces initiatives visent à faire de l'Égypte un hub énergétique régional, à réduire les importations et à stimuler les exportations de produits à forte valeur ajoutée. En juillet 2025, les produits pétroliers représentaient 29,3 % des exportations du pays, selon les données du CAPMAS. Située au carrefour de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe, la Zone économique du canal de Suez demeure un pôle logistique stratégique.

BONS DU TRÉSOR (TUNISIE)

Liquidité et stabilité sur le marché financier

L'encours des Bons du Trésor correspond au montant total des titres émis par l'État et non encore arrivés à échéance. Il constitue un indicateur clé pour évaluer la dette publique et la confiance des investisseurs dans la solvabilité du pays. En résumé, si la hausse globale de l'encours traduit un recours accru à l'emprunt public, le basculement des préférences des investisseurs vers les BTA souligne une orientation vers des placements jugés moins coûteux et plus sécurisés. Au 21 octobre 2025, la Tunisie voit son encours de Bons du Trésor dépasser

les 31,6 milliards de dinars, enregistrant ainsi une progression annuelle de 8,5% par rapport à la même période l'an passé, selon les chiffres publiés par la Banque centrale de Tunisie. Cette évolution traduit l'accroissement des emprunts de l'État via ces instruments financiers. En détaillant les chiffres, on note un contraste marqué entre les différentes catégories de titres. Les Bons du Trésor à court terme (BTC) connaissent un repli important, chutant de 10,2 milliards de dinars à 3,0 milliards de dinars, soit une baisse de 70,5% en un an. À l'inverse, les Bons du Trésor As-

similables (BTA) continuent de croître fortement, passant de 18,9 milliards de dinars à 28,6 milliards, soit une augmentation de 51%. Ces variations illustrent la dynamique des instruments de financement étatique : les BTC, généralement assortis de taux d'intérêt plus élevés, apparaissent moins sollicités; tandis que les BTA, préférés par les investisseurs pour leur stabilité et leur liquidité, enregistrent un engouement soutenu. A noter que l'encours de la dette publique a dépassé les 135,1 milliards de dinars à fin mars 2025, en hausse de 7,2 % par rapport à la même période

en 2024, selon la note des résultats provisoires de l'exécution du budget de l'État publiée par le ministère des Finances. Selon les prévisions inscrites dans la Loi de Finances 2025, l'encours de la dette publique s'élèvera à 147,4 milliards de dinars à la fin de l'exercice, soit 80,5 % du PIB. À la fin du premier trimestre 2025, la dette intérieure représentait 57 % de l'ensemble de l'encours de la dette (77 milliards de dinars), tandis que la dette extérieure constituait 43 % de la dette publique (58,1 milliards de dinars).

FINANCEMENT EXTÉRIEUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

L’Afrique a capté 117 milliards \$ en 5 ans

L’Afrique est la région qui concentre la plus grande part de financement extérieur des systèmes alimentaires mondiaux. Un rapport produit conjointement par le FIDA et la Banque mondiale en 2025 dresse un état des lieux de la répartition de ces flux financiers sur les dernières années.

Entre 2018 et 2023, le financement extérieur alloué aux systèmes alimentaires en Afrique a atteint 117 milliards USD, selon un rapport publié en septembre 2025 par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale. Intitulée « External Development Financial Flows to Food Systems: Deep Dive on Africa’s Food Systems », l’étude précise que le volume annuel des investissements a augmenté de 19 %, passant de 18,1 milliards à 21,5 milliards USD sur la période considérée. Cette hausse reflète à la fois l’importance accordée par les bailleurs de fonds au continent, et la persistance de défis structurels en matière de sécurité alimentaire et de résilience face au changement climatique. Dans le détail, les bailleurs ont priorisé des projets de développement agricole et des chaînes de valeur, qui ont concentré en moyenne 39 % des flux fi-

nanciers sur ladite période. Arrivent ensuite les volets infrastructures et assistance sociale, principalement sous forme d’aide alimentaire d’urgence, avec 23 % des décaissements chacun. Enfin, les projets liés à l’environnement et à la nutrition restent en marge des priorités, recueillant respectivement 11 % et 4 % des financements.

Les principaux bénéficiaires africains

La répartition régionale du financement extérieur dédié aux systèmes alimentaires en Afrique entre 2018 et 2023 montre que la sous-région orientale est la principale bénéficiaire, concentrant 41 % des flux d’investissement, suivie de celle occidentale (24 %). L’Afrique du Nord complète le podium avec 13 % des flux captés. Au total, 87 % des financements ont été dirigés vers l’Afrique subsaharienne,

confirmant son statut de point focal de l’aide alimentaire. D’après le rapport, cela traduit les préoccupations internationales concernant les zones de crise telles que la Corne de l’Afrique et le Sahel, confrontées à une insécurité alimentaire chronique, à des chocs climatiques récurrents et à des perturbations liées aux conflits. Toutefois, la répartition régionale cache une grande disparité en ce qui concerne les allocations par pays. Le rapport montre que seulement 11 pays africains ont capté la moitié des flux financiers sur la période considérée, dont le Burkina Faso, le Niger, le Soudan, le Soudan du Sud, l’Éthiopie et l’Ouganda. Ce constat met en évidence la nécessité pour lesdits pays d’accroître leurs budgets nationaux consacrés à l’agriculture, afin de réduire leur dépendance à l’aide extérieure.

OUGANDA

La récolte de café attendue à 558 000 tonnes en 2025/2026, en hausse de 15 %

L’Ouganda est le deuxième producteur et exportateur africain de café après l’Éthiopie. Alors que la nouvelle campagne caféière bat son plein, les premières prévisions de récolte sont déjà annoncées. En Ouganda, la filière café s’attend à récolter 558 000 tonnes, soit 9,3 millions de sacs (1 sac = 60 kg) pour le compte de la campagne de 2025/2026. C’est

ce qu’a révélé Gerald Kyalo, commissaire du département du café au ministère de l’Agriculture, à Reuters le jeudi 23 octobre dernier. Le stock prévu s’affiche en hausse de 14,8 %, soit 72 000 tonnes de plus que la production enregistrée au cours de la campagne précédente (486 000 tonnes). Cette prévision optimiste se fonde sur l’entrée en

production de nouvelles plantations arrivées à maturité. « La principale raison est l’augmentation des superficies plantées. De nombreux agriculteurs ont mis en terre du café, dont nous anticipons la mise en production cette année, ce qui fera inévitablement grimper les exportations également », a expliqué M. Kyalo. Alors que la filière café ougan-

daise exporte près de 95 % de sa production, une amélioration de la récolte de 2025/2026 permettra aussi d’augmenter le volume exportable. Il faut noter que les recettes d’exportation de café sur l’exercice de 2024/2025 ont doublé pour atteindre 2,2 milliards USD, signant un nouveau record.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D’ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le GAFI retire quatre pays africains de sa liste grise

Le GAFI a retiré quatre pays africains — le Burkina Faso, le Nigeria, l’Afrique du Sud et le Mozambique — de sa liste grise. L’institution salue leurs progrès dans la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme. Le Groupe d’action financière (GAFI), principal organisme mondial de lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme, a annoncé vendredi le retrait du Burkina Faso, du Nigeria, de l’Afrique du Sud et du Mozambique de sa liste de surveillance renforcée, communément appelée liste grise. La décision, prise à l’issue de la réunion plénière du GAFI à Paris, était très attendue. Selon l’organisation, ces quatre États ont accompli « des progrès significatifs dans la mise en œuvre de réformes structurelles » pour renforcer la transparence et la conformité de leurs systèmes financiers.

Le Burkina Faso, inscrit depuis février 2021, a amélioré la surveillance du secteur bancaire et des professions non financières réglementées. Le Nigeria, ajouté en février 2023, a modernisé son cadre réglementaire et renforcé la coordination entre institutions. L’Afrique du Sud a perfectionné ses dispositifs de détection du blanchiment et du financement du terrorisme, tandis que le Mozambique a accru le partage d’informations entre agences et le suivi des transactions transfrontalières.

Un signal positif pour les marchés

En Afrique du Sud, la réaction des marchés a été immédiate : le rendement des obligations souveraines à dix ans a légèrement reculé et le rand s’est apprécié face au dollar, traduisant un regain de confiance des investisseurs. Pour le Nigeria, la mesure devrait faciliter les transferts de fonds de la diaspora, éva-

lués à près de 20 milliards de dollars par an, et réduire les coûts de transaction pour les banques locales. Les économistes estiment que cette sortie de la liste grise pourrait rendre les quatre pays plus attractifs pour les investissements directs étrangers (IDE) et alléger les contraintes sur les flux de capitaux, dans un contexte mondial où la conformité financière devient un facteur clé d’intégration économique. Le GAFI rappelle néanmoins que cette sortie ne constitue pas une exonération durable : les pays concernés devront poursuivre leurs réformes et rester soumis à des évaluations périodiques. Pour l’Afrique, où plusieurs pays figurent toujours sur la liste grise, cette décision montre une dynamique positive en matière de gouvernance financière et de lutte contre les flux illicites, estimés à près de 90 milliards de dollars par an, selon la CNUCED.

TANZANIE

Un partenariat à 4,8 millions \$ avec la Norvège au profit de la filière soja

Le soja est l’une des cultures oléagineuses les moins en vue en Tanzanie, souvent éclipsé par le tournesol, l’arachide ou le sésame. La production locale reste largement en dessous des besoins du marché, tirés par la croissance de l’industrie des aliments pour volailles et bétail. En Tanzanie, l’institution de développement agricole de droit privé PASS Trust a signé le jeudi 23 octobre un accord de financement de 4,8 millions USD avec l’ambassade de la Norvège. Selon un communiqué publié conjointement par les deux parties, l’enveloppe servira à mettre en œuvre un projet triennal visant à renforcer la productivité et la compétitivité de la chaîne de valeur du soja sur la période 2025-2028. Dans les détails, le financement combine une subvention norvégienne de 2,4 millions USD, et un mécanisme de garantie de montant équivalent de PASS Trust pour faciliter l’accès au crédit commercial aux petits producteurs. Selon les autorités, ce dispositif mixte permettra aux institutions financières locales d’accorder des crédits à ces producteurs généralement marginalisés dans le système bancaire, en raison du risque perçu. D’après Yohane Kaduma, Directeur général de PASS Trust, le projet a pour ambition de quadrupler les rendements du soja à 3 tonnes par hectare et d’accroître les revenus agricoles des bénéficiaires d’au moins 40 %. L’initiative sera d’abord déployée dans la région de Ruwuma, avant de s’étendre à Iringa, Njombe, Mbeya, Songwe et Rukwa. « Nous ne fournissons pas seulement des intrants et du crédit. Nous construisons un système complet d’inclusion financière : financement des intrants, crédit-bail d’équipement, fonds de roulement et financement post-récolte », explique M. Kaduma. L’enjeu pour la filière tanzanienne sera de rehausser le niveau de sa production locale pour réduire la dépendance aux importations. Alors que la demande de la graine oléagineuse est évaluée à plus de 150 000 tonnes par an sur le marché local, les données compilées par le ministère de l’Agriculture indiquent que la production annuelle s’est élevée à près de 29 000 tonnes en moyenne entre 2019 et 2023, avec un pic de 48 531 tonnes enregistré en 2023.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Une baisse des taux avant une rencontre au sommet

Les publications d'entreprises ont alimenté une forte volatilité sur les marchés cette semaine, provoquant des mouvements marqués à la hausse comme à la baisse. Dans l'ensemble, l'Europe est restée stable, tandis que Wall Street évolue à des niveaux record, portée par une inflation américaine conforme aux attentes et renforçant la probabilité d'une baisse des taux par la Fed la semaine prochaine. Parallèlement, la dimension commerciale sera scrutée de près, à l'approche de la rencontre prévue entre Donald Trump et le président chinois.

Tops / Flops de la semaine

TOPS
Volvo +47,1 % : le constructeur automobile suédois a publié des résultats bien supérieurs aux attentes avec notamment une forte hausse de ses bénéfices. Cette publication laisse espérer un léger bénéfice d'exploitation sur l'année, en lieu et place d'une perte de 1,5 milliard de couronnes attendue par UBS.
Edenred +25,48 % : le spécialiste français des services aux entreprises dévoile des revenus en hausse lors de sa publication ainsi qu'un partenariat stratégique avec Visa. De quoi retrouver un peu d'optimisme pour la société qui confirme ses objectifs annuels.
Intuitive Surgical +22,5 % : le leader mondial de la chirurgie robotique mini-invasive et concepteur du système chirurgical da Vinci, s'est envolé après la publication de résultats trimestriels supérieurs aux attentes. La demande est forte et le groupe parvient à maintenir son impressionnant rythme de croissance.
General Motors +19,32 % : le constructeur américain a annoncé des résultats supérieurs aux attentes pour le troisième trimestre. General Motors a surtout relevé ses prévisions grâce à un impact plus faible que prévu des droits de douane.
LSEG +14,79 % : l'opérateur boursier britannique a présenté des résultats solides. Il va réaliser la cession partielle de sa division Post Trade Solutions et lancer un important programme de rachat d'actions.
CACI International +13,52 % : la société américaine spécialisée dans les technologies de défense, le renseignement et la cybersécurité, a rassuré sur son avenir. Les perspectives pour l'année prochaine ont été confirmées.
Kering +7,14 % : le groupe du luxe poursuit sa folle remontée entamée avec l'annonce de l'arrivée de Luca de Meo en juin. La publication des résultats cette semaine a conforté les investisseurs dans ce scénario de rebond de l'entreprise. Kering a par ailleurs annoncé la cession de sa division beauté à L'Oréal pour 4 milliards d'euros.

FLOPS
TeamViewer -19,26 % : le spécialiste allemand des logiciels de maintenance à distance réduit ses attentes en raison de la faible activité au sein de la filiale 1E qui s'occupe des grands comptes américains. L'entreprise tente de compenser la baisse d'activité par des économies administratives et marketing.
STMicroelectronics -13,17 % : le groupe franco-italien des puces a publié des résultats conformes aux attentes mais les marges restent sous pression à cause des coûts élevés et des difficultés qui ne s'estompent pas dans certains secteurs. L'électronique grand public tient bon mais les segments automobile et industriel patinent. L'entreprise a réduit ses investissements.
BNP Paribas -8,56 % : la banque française a été condamnée aux États-Unis dans le cadre d'un contentieux lié à des transactions effectuées pour le compte d'entités soudanaises sous sanctions américaines dans les années 2000. Cette plainte provient de trois particuliers. La banque fait appel.
Dassault Systèmes -12,41 % : l'éditeur fran-

çais de logiciels 3D a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour cette année compte tenu du ralentissement de son activité dans les sciences de la vie et la conjoncture économique. Les performances de la filiale Medidata ont pesé. La reprise sera lente.
Deckers Outdoor -12,9 % : le propriétaire des marques Hoka et UGG souffre des droits de douane qui pèsent sur la demande aux Etats-Unis. Les résultats trimestriels sont pourtant supérieurs aux attentes grâce à la croissance du commerce de gros et à la solidité des ventes internationales. Mais les prochains mois inquiètent.
United Rentals -6,84 % : le leader américain de la location d'équipements voit sa rentabilité baisser principalement à cause des taux d'intérêt élevés. Pour autant, la demande dans la construction et l'industrie est soutenue.
Netflix : le géant du streaming n'avait plus déçu les investisseurs depuis plus de deux ans. Une charge exceptionnelle liée à un litige fiscal au Brésil est venue affecter le profit net. La marge opérationnelle a légèrement reculé et les prévisions pour la fin d'année ont manqué de dynamisme malgré la solidité de l'activité publicitaire. Netflix reste en position de force face à ses concurrents avec d'excellentes perspectives d'avenir.
Novo Nordisk -0,16 % : le laboratoire danois a convoqué une assemblée générale extraordinaire pour renouveler son conseil d'administration après un désaccord avec la Fondation Novo Nordisk, son principal actionnaire. Le président et plusieurs membres indépendants quitteront leurs fonctions.

Matières premières
Pétrole : Le pétrole marque un rebond d'envergure cette semaine, avec une performance hebdomadaire de l'ordre de 7% pour le Brent et le WTI. C'est l'administration Trump qui a allumé la mèche en imposant des sanctions sur les plus grands producteurs de pétrole russes, Rosneft et Lukoil. Ces sanctions, en réponse au conflit en Ukraine, visent à restreindre le flux de pétrole en provenance de Russie et ainsi assécher l'économie de guerre de Moscou. Il convient néanmoins d'insister sur le fait que l'impact immédiat de ces sanctions sur les exportations de pétrole russe reste à évaluer, la Russie étant habituée à contourner de telles mesures. Plus largement, la reprise des discussions entre Trump et Xi semble avoir momentanément calmé les tensions commerciales, contribuant aussi au rebond des actifs risqués, dont le pétrole.
Métaux : Retour de flamme pour l'or, qui a subi cette semaine d'importantes prises de bénéfices. L'once d'or recule de 4% en données hebdomadaires à environ 4060 USD et met fin à une série de 9 semaines de hausse consécutives. A posteriori, cette phase de respiration semble légitime après un rallye de plus de 25% depuis le 1er septembre. D'autant plus que l'apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine atténue la demande en valeur refuge. Du côté des métaux industriels, le cuivre progresse à Londres, poussé par de possibles mesures de relance en Chine. Ce n'est pas la première fois que les financiers espèrent un plan de relance chinois, synonyme d'un sti-

mulus de la demande en métaux. La tonne de cuivre – livraison 3 mois – s'échange à 10854 USD au LME.
Produits agricoles : Les contrats à terme sur le blé et le maïs sont restés relativement stables cette semaine à Chicago. Le blé – livraison décembre 2025 – gagne un peu de terrain à 512 cents, tout comme le maïs (même échéance) à 426 cents. Le soja emprunte la même dynamique. L'attentisme est palpable en attendant le verdict des discussions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

Macroéconomie
Macro : Malgré le shutdown observé actuellement aux Etats-Unis, les investisseurs ont été gâtés avec la publication, certes retardée, de l'indice des prix à la consommation pour septembre. Bonne pioche car l'inflation est ressortie en légère hausse de 0.1 point à +3.0% sur un an contre une estimation de +3.1%. Il n'en fallait pas plus pour motiver les hordes d'acheteurs : le S&P 500 a ouvert vendredi au-dessus de ses précédents records à 6764.58 points, annulant par la même occasion le coup de grisou enregistré le 10 octobre dernier lors d'une énième gesticulation trumpienne à l'égard de la Chine. Tout semble cependant rentrer dans l'ordre avec la perspective d'une rencontre bilatérale entre les deux hommes forts du moment dans le courant de la semaine prochaine, qui sera également marquée par une nouvelle réunion du comité de politique monétaire de la réserve fédérale. Pour l'heure, les anticipations tablent sur une nouvelle baisse de 25 points de base. Affaire à suivre.
Crypto : Accalmie dans la cryptosphère après deux semaines sanglantes. Le bitcoin

rebondit de 2,31% autour des 111 000 USD, après avoir enregistré une chute de 12% sur les quatorze derniers jours. Sur cette période, l'encours total des ETF Bitcoin Spot a diminué de 20 milliards de dollars, signe d'un désengagement des investisseurs institutionnels dans un contexte de résurgence des tensions sino-américaines. Côté actualités, Donald Trump a gracié Changpeng Zhao, fondateur de Binance, effaçant sa condamnation pour violation du Bank Secrecy Act. Une décision qui a fait bondir le BNB de +4,5 % avant un recul en fin de semaine. Pendant ce temps, Hong Kong devance les États-Unis en approuvant le premier ETF Spot sur Solana (SOL), lancé par ChinaAMC. Bref, un répit technique plus qu'un véritable retournement : la suite se jouera entre flux d'ETF, météo géopolitique et cap réglementaire.
En l'absence de compromis sur le budget fédéral, le stock de statistiques américaines non publiées devrait continuer à gonfler la semaine prochaine. En revanche, la Fed se prononcera, comme prévu, mercredi soir sur sa politique monétaire. Le pronostic des contrats à terme montre toujours une probabilité de 99% en faveur d'une baisse de taux de 25 points de base. En parallèle, on se dirige vers la semaine "cœur" des résultats d'entreprises, avec notamment les chiffres du quatuor Microsoft, Amazon, Alphabet, Meta aux Etats-Unis, et un large panel de sociétés européennes, de A comme Air Liquide à V comme Volkswagen, en passant par Novartis, BNP ou TotalEnergies. Au regard de la volatilité générée par les résultats dernièrement, il pourrait y avoir de nouvelles surprises.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 23 Octobre 2025 Valeur : 27 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.1281	130.1431
1	EUR	EURO		150.9746	151.0181
1	GBP	POUND STERLING		173.6894	173.8022
100	JPY	JAPANESE YEN		85.3019	85.3397
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2700	18.2742
1	CHF	SWISS FRANC		163.1700	163.2912
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.9686	92.9992
1	DKK	DANISH KRONE		20.2075	20.2130
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8393	13.8440
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0124	13.0167
1	AED	UAE DIRHAM		35.4283	35.4420
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6944	34.7002
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4230	424.6104
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0223	44.4647
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0641	14.0657
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8658	23.9882
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2590	3.2691
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.2022	177.2022

POUR L'APPROVISIONNEMENT EN MÉTAUX RARES

L'UE souhaite rompre sa dépendance vis-à-vis de la Chine

À travers le plan RESourceEU, l'Union européenne cherche à mettre fin à sa dépendance vis-à-vis de la Chine pour les matières premières critiques, essentielles aux secteurs européens de l'automobile, de la défense, des technologies vertes et du numérique.

L'Union européenne prépare une stratégie visant à réduire sa dépendance vis-à-vis des matières premières critiques chinoises, a déclaré samedi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Cette nouvelle stratégie fait suite à la décision prise en octobre par la Chine d'imposer des restrictions plus strictes sur les exportations de terres rares. Le géant asiatique a probablement pris cette mesure en réponse aux droits de douane décrétés par le président américain Donald Trump, mais la cheffe de l'exécutif européen a pointé du doigt l'impact que cela aurait sur l'Europe. "Si l'on considère que plus de 90 % de notre consommation d'aimants en terres rares provient d'importations chinoises, on comprend les risques que cela représente pour l'Europe et ses secteurs industriels les plus stratégiques", a déclaré von

der Leyen lors d'une conférence à Berlin. Ces minéraux sont essentiels pour les industries de l'UE, telles que l'automobile, la défense, les technologies vertes et le secteur numérique. Ursula von der Leyen a déclaré qu'à court terme, l'UE se concentrerait sur la recherche de solutions avec ses interlocuteurs chinois, mais qu'elle intensifierait également ses efforts de coordination avec d'autres pays afin de garantir l'accès à d'autres sources d'approvisionnement en minéraux. "L'objectif est de garantir l'accès à des sources alternatives de matières premières essentielles à court, moyen et long terme pour nos industries européennes", a déclaré la présidente de la Commission. "Nous allons accélérer la conclusion de partenariats dans le domaine des matières premières essentielles avec des pays tels que l'Ukraine, l'Australie, le Canada, le

Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Chili et le Groenland". Von der Leyen déclaré que le nouveau programme, baptisé RESourceEU, s'inspire de REPowerEU, une initiative lancée après l'invasion de l'Ukraine par la Russie dans le but de renforcer l'indépendance de l'UE dans le secteur énergétique, au détriment des sources d'énergie russes. "Cela commence par une économie circulaire, non pas pour des raisons environnementales, mais pour exploiter les matières premières critiques déjà contenues dans les produits vendus en Europe", a déclaré la présidente. "En outre, nous nous concentrerons sur tous les aspects, des achats groupés au stockage. Nous stimulerons les investissements et les projets stratégiques pour la production et la transformation des matières premières critiques ici, dans l'Union européenne", a-t-elle ajouté.

CHINE ET ETATS-UNIS

Nouvelles négociations commerciales

La Chine et les Etats-Unis ont entamé samedi à Kuala Lumpur de nouvelles négociations commerciales visant à trouver une issue au conflit sur les droits de douane opposant les deux premières économies mondiales. "Les délégations chinoise et américaine se sont retrouvées samedi matin pour des discussions sur des

questions économiques et commerciales", a rapporté l'agence Chine nouvelle, confirmant le démarrage des discussions. De son côté, un porte-parole du Trésor américain a également confirmé le début de ces négociations. La Malaisie accueille le sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) à partir de dimanche

à Kuala Lumpur, en présence de Donald Trump qui a quitté vendredi soir Washington. Lors de sa visite en Asie, le président américain doit rencontrer jeudi son homologue chinois Xi Jinping, avec l'objectif de conclure un "bon" accord sur le commerce avec Pékin. Cette entrevue est prévue en marge du sommet de la Coopération écono-

mique Asie-Pacifique (Apec) organisé dans la ville sud-coréenne de Gyeongju à partir du 31 octobre. Les deux plus grandes puissances économiques du monde se livrent une âpre bagarre commerciale depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier.

SELON LE FMI

La croissance mondiale résiste mieux que prévu aux turbulences protectionnistes

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international, la croissance mondiale devrait s'élever à 3,2 % en 2025, contre 3,3 % en 2024, et de 3,1 % en 2026. La croissance mondiale montre des signes de ralentissement même si elle résiste mieux que prévu à la tempête Trump. Dans ses prévisions publiées mardi 14 octobre, le Fonds monétaire international (FMI) table sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) mondial de 3,2 % en 2025 et de 3,1 % en 2026, légèrement en deçà de la progression de 3,3 % enregistrée en 2024. Si les droits de douane américains n'ont pas produit la déflation tant redoutée, c'est d'abord parce qu'ils s'élèvent en moyenne à 17,5 % aujourd'hui, un niveau plus bas que celui annoncé en avril, 23 %. « Ensuite, le secteur privé a fait preuve d'agilité », explique Pierre-Olivier Gourinchas, le chef économiste du FMI, notamment en accélérant les expéditions de marchandises vers les Etats-Unis avant l'instauration de nouveaux droits de douane en avril, en particulier depuis les pays émergents. A cela s'ajoutent des conditions financières favorables liées à la baisse du dollar (qui allège notamment le fardeau de la dette des pays émergents), des politiques de relance budgétaire en Chine et dans la zone euro, ou encore des investissements dans l'intelligence artificielle qui ont soutenu l'activité économique.

Trump annonce une hausse de 10% des droits de douane sur le Canada

Donald Trump, qui a décidé cette semaine de rompre les relations commerciales avec le Canada en rétorsion à une campagne publicitaire contre les droits de douane américains, a annoncé samedi sur sa plateforme Truth Social leur hausse de 10% à l'encontre d'Ottawa.

"Leur publicité devait être retirée, IMMEDIATEMENT, mais ils l'ont laissée être diffusée hier (vendredi) soir pendant la World Series, en sachant qu'il s'agissait d'une FRAUDE", a lancé le président américain, en référence à cette campagne publicitaire contre les droits de douane, qui a notamment été diffusée à l'occa-

sion du premier match très suivi des finales du championnat nord-américain de base-ball. "En raison de leur grave déformation des faits, et de leur acte hostile, j'augmente les droits de douane sur le Canada de 10% supplémentaire par rapport à ce qu'il paie actuellement", a ajouté Donald Trump.

ETATS UNIS

L'inflation poursuit sa remontée et atteint le seuil des 3% sur un an en septembre

Sur un mois, les prix à la consommation ont en revanche légèrement décéléré, à 0,3%, contre 0,4% au mois d'août. L'inflation a continué à accélérer en septembre aux Etats-Unis sur un an, à désormais 3% contre 2,9% un mois plus tôt, selon l'indice CPI publié vendredi par le département du Travail, avec plusieurs semaines de retard en raison de la paralysie budgétaire qui touche l'Etat fédéral. Sur un mois, les prix à la consommation ont en revanche légèrement décéléré, à 0,3%, contre 0,4% au mois d'août, malgré une hausse des prix de l'énergie, venant ainsi s'établir en-deçà des anticipations des analystes, qui s'attendaient à 0,4% de hausse, selon le consensus publié par briefing.com. Ils viennent ainsi s'établir en-deçà des anti-

cipations des analystes, qui s'attendaient à 0,4% de hausse, selon le consensus publié par briefing.com. L'inflation dite sous-jacente, c'est à dire excluant les éléments considérés comme volatils que représentent l'alimentation et l'énergie, est également en légère décélération sur un mois, à 0,2%, ainsi que sur un an, à 3% (contre 3,1% un mois plus tôt). Le département du Travail devait initialement publier son indice le 15 septembre mais le "shutdown" du gouvernement américain a entraîné un report.

Sujet d'inquiétude

Il s'agit néanmoins du seul indicateur macroéconomique publié par l'Etat fédéral depuis le début du mois car il est considéré

comme essentiel, dans la mesure où les pensions de retraite des Américains et revalorisée sur la base du CPI. Sans surprise, il était particulièrement attendu par Wall Street, en mal d'indicateurs depuis le début du mois. "L'inflation reste clairement un sujet d'inquiétude en particulier concernant la possible décision de la Réserve fédérale (Fed) de réduire de nouveau ses taux", a déclaré auprès de l'AFP Adam Sahran, analyste auprès de 50 Park Investment. Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) doit en effet se réunir mardi et mercredi prochain, les marchés anticipant une nouvelle baisse de 0,25 point, qui porterait ses taux directeurs dans une fourchette prévue entre 3,75% et 4%, selon l'outil de veille de CME, FedWatch.

AVEC QUANTUM ECHOES ET WILLOW

Google avance sur le quantique

Le laboratoire quantique de Google a présenté Quantum Echoes, le premier algorithme vérifiable et reproductible. Pour cela, il s'est appuyé sur la puce quantique Willow capable de surpasser les performances des supercalculateurs. Une avancée qui ouvre la voie à des applications concrètes de l'informatique quantique.

Google Quantum AI dont est membre Michel Devoret, prix nobel de physique 2025 a démontré ce qu'il décrit comme un avantage quantique vérifiable : l'exécution d'un algorithme sur du matériel quantique qui surpasse les supercalculateurs classiques d'un facteur 13 000. Cette avancée, annoncée mercredi, marque la première fois qu'un système quantique exécute un algorithme vérifiable avec des applications concrètes, ce qui pourrait accélérer les charges de travail des entreprises dans les domaines de la chimie, de la modélisation moléculaire et de l'ingénierie des matériaux, actuellement limités par les contraintes de l'informatique classique. Cette avancée repose sur la puce quantique Willow de Google, un processeur supraconducteur de 105 qubits présenté en décembre 2024, qui exécute ce que l'entreprise appelle son algorithme Quantum Echoes, techniquement un corrélateur hors ordre temporel (OTOC), une méthode permettant de mesurer la propagation des perturbations dans les systèmes quantiques. « C'est la première fois dans l'histoire qu'un ordinateur quantique réussit à exécuter un algorithme vérifiable qui surpasse les capacités des superordinateurs », a déclaré la firme de Mountain View annonçant cette avancée, qui a également été publiée dans Nature. Contrairement aux précédentes avancées quantiques qui démontraient la puissance de calcul sur des problèmes abstraits, la société a souligné qu'il s'agissait là d'un changement pratique. « La vérifiabilité quantique signifie que le résultat peut être reproduit sur notre ordinateur quantique - ou tout autre ordinateur du même calibre - pour

obtenir la même réponse, confirmant ainsi le résultat », explique le communiqué, distinguant ainsi l'informatique quantique reproductible des démonstrations expérimentales. L'entreprise a précisé que sa performance fait référence à l'algorithme OTOC fonctionnant sur Willow par rapport au « meilleur algorithme classique sur l'un des supercalculateurs les plus rapides au monde », sans toutefois identifier le supercalculateur spécifique qui a servi de référence. Cette annonce placerait Google dans le peloton de tête dans la course effrénée vers le quantique. IBM vise un système à 200 qubits logiques appelé Starling d'ici 2029, tandis que Microsoft a présenté en février 2025 sa puce Majorana 1 basée sur des qubits topologiques, affirmant être en passe d'atteindre un million de qubits sur une seule puce. De même, IonQ, qui utilise la technologie des ions piégés, a démontré avec le français Alice & Bob en mars 2025 un avantage de 12 % en termes de vitesse par rapport aux supercalculateurs classiques dans la simulation de dispositifs médicaux.

Fonctionnement de l'algorithme et ses applications

L'algorithme Quantum Echoes « envoie un signal soigneusement conçu dans notre système quantique (qubits sur la puce Willow), il perturbe un qubit, puis inverse précisément l'évolution du signal pour écouter l'écho qui revient », explique la firme. « Cet écho quantique est particulier, car il est amplifié par une interférence constructive, un phénomène dans lequel les ondes quantiques s'additionnent pour devenir plus

fortes. Cela rend notre mesure incroyablement sensible », ajoute le communiqué. Dans le cadre d'une expérience de validation de principe menée avec l'université de Californie à Berkeley, des chercheurs ont analysé des structures moléculaires composées de 15 et 28 atomes à l'aide de données de résonance magnétique nucléaire (RMN). « Les résultats obtenus sur notre ordinateur quantique correspondaient à ceux de la RMN traditionnelle et ont révélé des informations qui ne sont généralement pas disponibles avec la RMN, ce qui constitue une validation cruciale de notre approche », a déclaré le fournisseur. « La RMN améliorée par l'informatique quantique pourrait devenir un outil puissant dans la découverte de médicaments, en aidant à déterminer comment les médicaments potentiels se lient à leurs cibles, ou dans la science des matériaux pour caractériser la structure moléculaire de nouveaux matériaux tels que les polymères, les composants de batteries ou même les matériaux qui composent nos bits quantiques », indique Google. Pour les entreprises, les implications s'étendent aux organisations qui développent des matériaux avancés, des batteries pour véhicules électriques ou des semi-conducteurs de nouvelle génération. Cependant, Google n'a fourni aucun calendrier pour le déploiement commercial.

Fondements techniques à l'origine de cette avancée majeure

Cette avancée algorithmique repose sur les performances matérielles exceptionnelles de Willow. « Sur l'ensemble de son réseau de

105 qubits, il offre une fidélité de 99,97 % pour les portes à qubit unique, de 99,88 % pour les portes d'intrication et de 99,5 % pour la lecture, le tout à une vitesse inégalée de quelques dizaines à quelques centaines de nanosecondes », selon la société. L'équipe de recherche a effectué un trillion de mesures tout au long du projet. Cette annonce intervient six ans après l'annonce par Google en 2019 de sa suprématie quantique, qui avait suscité la controverse lorsque des chercheurs d'IBM avaient affirmé que le problème pouvait être résolu sur du matériel classique en quelques jours plutôt qu'en plusieurs millénaires. Aucune contre-argumentation de ce type n'a encore été avancée concernant la démonstration de Quantum Echoes.

Progrès réalisés et défis restants

L'algorithme Quantum Echoes représente la dernière étape importante dans la feuille de route quantique de Google. Le groupe a réalisé des calculs quantiques au-delà du classique en 2019, démontré la correction d'erreurs quantiques en 2023 et montré une correction d'erreurs inférieure au seuil avec Willow en 2024. La prochaine étape importante de l'entreprise vise à mettre au point un qubit logique à longue durée de vie, ajoute le communiqué. Cependant, d'énormes défis techniques restent à relever. « Pour atteindre notre objectif ultime, il faudra améliorer de plusieurs ordres de grandeur les performances et l'échelle du système, avec des millions de composants à développer et à perfectionner », prévient la firme.

PLUS SÛR ET MOINS INVASIF QUE NEURALINK

Sam Altman nargue Elon Musk avec sa nouvelle start-up

Le duel des titans de la technologie s'invite dans nos cerveaux. Sam Altman, le chef d'orchestre d'OpenAI, lance un défi à peine voilé à Elon Musk avec Merge Labs, sa vision d'une interface neuronale qui promet de se passer du bistouri. La friction entre Sam Altman et Elon Musk vient de trouver un nouveau terrain de jeu : le cortex cérébral. Après s'être écharpés sur l'avenir de l'intelligence artificielle, les voilà concurrents sur le marché très prometteur des interfaces cerveau-ordinateur. Avec Merge Labs, Altman veut proposer une contre-philosophie à Neuralink, le projet chirurgical de Musk.

Une puce sans cicatrice ?

Alors que Neuralink s'arme de robots chirurgicaux pour implanter ses puces, Merge Labs joue une tout autre partition. Oubliez les trépanations et les fils délicats à suturer. L'idée, aussi subtile que complexe, serait de modifier génétiquement quelques neurones pour qu'ils deviennent sensibles aux ultrasons.



Un petit dispositif, placé sous la peau, pourrait alors « écouter » et même « parler » à ces cel-

lules modifiées grâce à des ondes sonores. C'est une approche qui cherche à éviter les

traumatismes d'une opération à cerveau ouvert, ainsi que les risques d'infection et de rejet qui font transpirer les ingénieurs de Neuralink. En somme, une caresse là où d'autres préfèrent le marteau.

Pendant ce temps, chez Neuralink...

Le moment choisi par Altman pour avancer ses pions n'a rien d'anodin. Le premier patient humain de Neuralink, bien que présenté comme un succès, a connu quelques ratés. Une bonne partie des électrodes de son implant se sont mystérieusement rétractées, réduisant l'efficacité du dispositif. Un contretemps fâcheux qui rappelle que pénétrer le cerveau humain est une affaire extraordinairement complexe. Cet incident offre un boulevard à Merge Labs. La start-up peut désormais murmurer à l'oreille des investisseurs et du public : « Vous voyez ? Il existe une voie plus douce ». Le match est lancé. Il reste à savoir si les promesses chuchotées par ultrasons seront plus fortes que le bruit des ambitions chirurgicales.

Brèves

OpenAI rachète Sky

Plus exactement, il acquiert Software Applications qui édite Sky, un agent IA pour Mac. La société a été fondée en 2023 par Ari Weinstein, Conrad Kramer et Kim Beverett. Les deux premiers sont connus pour avoir créé Workflow racheté par Apple et devenu Shortcuts. De son côté Kim Beverett était responsable senior de programmes et de

produits chez Apple, où elle a travaillé pendant près de 10 ans sur des technologies telles que Safari, WebKit, Privacy, Messages, Mail, Phone, FaceTime et SharePlay. Avec ce rachat, OpenAI entend accélérer la diffusion de l'IA au sein des environnements Apple. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué, mais la start-up avait levé 6,5 M\$ auprès d'investisseurs dont Sam Altman CEO d'OpenAI et Dylan Field, CEO de Figma.

Anthropic signe un accord avec Google Cloud

Face aux besoins croissantes de capacités de calcul pour développer ses modèles, Anthropic se tourne vers Google Cloud pour utiliser jusqu'à 1 million de TPU. Si aucun détail sur le type de puces utilisé, le fournisseur a présenté en avril dernier la dernière version de son TPU

nommée Ironwood. Le contrat de plusieurs dizaines de milliards de dollars porte sur la livraison d'une capacité de 1 gigawatt en 2026. Ce partenariat vient s'ajouter à celui passé par Anthropic avec AWS et les semi-conducteurs Trainium et Inferentia. Dans un communiqué, l'éditeur de Claude rappelle qu'il est engagé dans le projet Rainier dévoilé cet été et qui prévoit la création d'un cluster de plusieurs centaines de milliers d'accélérateurs d'AWS répartis dans différents datacenters.

AVANT L'HIVER

Ford Mustang et Chevrolet Corvette s'affrontent sur le Nürburgring !

À la poursuite d'un record sur le Nürburgring, la Ford Mustang GTD tente de battre celui réalisé par la Chevrolet Corvette ZR1X. Chez Ford on bichonne la Ford Mustang GTD pour qu'elle puisse battre les 6:49.275 minutes réalisés par la Corvette.



nutes, puis en mai 2025 elle a réussi un temps de 6:52.072 minutes.

Un record avant l'hiver

Comme l'avait fait en son temps Henri Ford II en allant affronter Ferrari aux 24 heures du Mans avec ses superbes Ford GT40 (quatre fois victorieuses dans la Sarthe de 1966 à 1969), l'actuel PDG de Ford, Jim Farley, est derrière ses troupes afin de les motiver pour battre le record détenu par la Chevrolet Corvette ZRX1. Et c'est pour cela que les hommes de Ford s'activent sur la Ford Mustang GTD qui dévale la piste de la Nordschleife avant que l'on ne puisse plus réaliser aucun record en raison de la météo hivernale.

Modifications aérodynamiques pour la Ford Mustang GTD

Par rapport à la Ford Mustang GTD qui a réalisé son record en mai dernier, nos chasseurs de scoop nous rapportent qu'il y a plusieurs modifications sur la nouvelle auto. Les roues arrière sont équipées de jantes Aerodisk, le profil de l'enjoliveur optimisant l'appui. Il y a un volet supplémentaire à l'avant, à droite et à gauche du bouclier pour générer encore plus d'appui. De nouveaux volets apparaissent aussi sur le capot, ils rappellent visuellement ceux de la Porsche 911 GT3 RS. Enfin, la sonorité de cette Ford Mustang GTD a également évolué. Nous découvrirons dans les jours prochains sur le site Caradisiac, si la tentative de record de la Ford Mustang GTD a été couronnée de succès.

C'est une bataille américaine à laquelle se livrent Ford et Chevrolet sur le circuit du Nürburgring. Le but est de détenir le record de la voiture américaine la plus rapide sur le célèbre tracé de la Nordschleife de 22,832 km. Pour s'affronter, les deux constructeurs américains fourbissent leurs armes, on trouve ainsi d'un côté la Ford Mustang GTD, de l'autre la Chevrolet Corvette ZRX1.

Il s'agit pour le pilote de la Ford Mustang GTD de venir à bout des 73 virages de ce circuit et d'inscrire un temps qui se situera en dessous des 6:49.275 minutes réalisés par la Chevrolet Corvette ZR1X en juin dernier.

Pour le moment La Ford Mustang GTD a réussi fin 2024 un temps de 6:57.685 mi-



Rolls-Royce célèbre les 100 ans de la Phantom avec cette Centenary Private Collection

Rolls-Royce célèbre un siècle de Phantom avec une série limitée : la Centenary Private Collection. Seuls 25 exemplaires seront construits, chacun fini à la main et destiné à honorer les 100 ans du modèle le plus prestigieux de l'histoire de la marque. Sans surprise, cette Centenary Private Collection est conçue au départ de la Phantom VIII, mais le projet a fait l'objet d'une interprétation artistique tout à fait unique. Pendant trois ans, designers, ingénieurs et artisans ont travaillé ensemble sur ce modèle, ce qui représente plus de 40.000 heures de travail. Leur objectif : capturer l'évolution de la Phantom à travers des matériaux, des motifs et des techniques artisanales qui reflètent la chronologie de 1925 à aujourd'hui.

Super Champagne

La carrosserie allie sophistication et symbolisme. La peinture bicolore en Super Champagne Crystal sur blanc arctique et noir crée un effet métallique subtil grâce aux particules de verre présentes dans la couche de vernis. Le Spirit of Ecstasy, inspiré à nouveau de la première Phantom de 1925 ne manque pas d'intérêt. La statuette est désormais en or massif

18 carats, recouverte d'un revêtement 24 carats et estampillée d'un cachet unique "Phantom Centenary". L'emblème de Rolls-Royce a également reçu une finition dorée pour l'occasion. À l'intérieur, l'habitacle raconte littéralement l'histoire de la Phantom. Les sièges combinent le cuir avec des tissus inspirés de la couture et des broderies représentant des moments historiques, depuis les premiers sites de production jusqu'aux illustres propriétaires. L'ensemble de la sellerie artistique et artisanale totalise plus de 160.000 points répartis en 45 panneaux, méticuleusement adaptés aux formes de l'habitacle. Les sièges avant présentent des motifs gravés au laser faisant référence aux noms de code et aux prototypes du passé.

Blackwood

Le travail du bois, en Blackwood teinté foncé, est l'un des plus complexes jamais réalisés par Rolls-Royce. Les portes représentent des routes géographiques et des paysages qui ont joué un rôle dans l'histoire de la Phantom, avec une finition à la feuille d'or 24 carats et des couches d'encre 3D. Les portes arrière représentent notamment la côte du sud de la France, où le fondateur



V12

Le V12 de 6,75 litres reste le cœur de la voiture, reconnaissable à son capot moteur blanc aux accents dorés. Bien que des successeurs électriques soient en cours de développement, l'édition du centenaire souligne la force durable de Rolls-Royce en tant que constructeur des voitures les plus exclusives et les plus artistiquement exécutées au monde. Avec cette Centenary Private Collection, Rolls-Royce ne se contente pas de clore un chapitre, mais célèbre 100 ans de savoir-faire, d'innovation et de prestige.



Henry Royce passait ses hivers. Même le plafond raconte une histoire : la garniture de toit Starlight intègre 440.000 points faisant référence à

l'histoire de la marque, avec des motifs subtils tels que la colonie d'abeilles de Goodwood et la mythique Phantom Rose.

Mots fléchés

AMÉRICAIN RAGEUSE- MENT		TIENT LE COU LIMITÉE		EMBAR- CADÈRE LIE		INAUGURA- TION SIGNAL		BISOU NOTE		A SA CLÉ ISSU	
ALLUMEUSE ECOSSAIS											ANIMÉ
				PARTICULE CINÉASTE RUSSE				GRANDE ÉCOLE		DROGUE	
AUXILIAIRE DEVANT L'EGLISE					MARCHEUR						
						ÉTAIN MÉTAL			RAPPORT AVANT MIDI		
SUPPORTS FAMEUX GENDRE					ABEILLES						
			GREFFA					CHANGE- MENT COQUILLE			
PETIT TÊTU EXPLOSIF					POIDS DES ANS PORTE TÊTE				FRÈRE DE MOÏSE		OUVRE LA BIBLE
			OVNI ANGLAIS							PETIT COUTEAU	
GERMAIN PARESSEUX							ETHNIE HABILLÉ				
		DÉFUNT PÈRE INDIGNE				GROS LÉZARD					
RELATIF PROMOTION					EXPLOSE NOTE						
			SUR LE CALENDRIER			CAPITALE DU MAGHREB					
HÉSITATION				SERPEN- TAIRE					FER		

ESPAGNE

6,5 tonnes de cocaïne saisies dans un bateau au large des Canaries

Six tonnes et demie de cocaïne ont été saisies en milieu de semaine au large de l'archipel des Canaries, sur un navire marchand dont les neuf membres d'équipage ont été interpellés, a annoncé dimanche la police espagnole. L'opération a été menée par les unités spéciales de la police espagnole, qui ont intercepté le bateau battant pavillon tanzanien à environ 1.000 kilomètres des Canaries, archipel situé au large des côtes au nord-ouest de l'Afrique, a précisé la police dans un communiqué.

CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ALGÉRIE POSTE

Les candidats invités à se connecter à la plateforme électronique

Algérie Poste a invité, dimanche, les candidats au concours de recrutement à se connecter à la plateforme électronique dédiée à cet effet pour vérifier, au préalable, que l'accès fonctionne correctement, indique un communiqué de l'entreprise. "Dans le cadre de la préparation du concours de recrutement et afin d'assurer le bon déroulement de l'examen, il est demandé à l'ensemble des candidats de se connecter à la plateforme électronique, en utilisant le nom d'utilisateur et le mot de passe qui leur ont été communiqués, pour vérifier, au préalable, que l'accès fonctionne correctement", précise la même source. Cette vérification préalable est indispensable pour garantir un accès sans difficulté à la plateforme le jour de l'examen, a insisté Algérie Poste, invitant les candidats à changer de navigateur internet en cas de difficultés techniques.

CHINE-ETATS-UNIS

Un «consensus préliminaire» convenu pour le règlement des différends commerciaux

Les Etats-Unis et la Chine sont parvenus, en Malaisie, à un "consensus préliminaire" pour régler leurs différends commerciaux, a indiqué dimanche à Kuala Lumpur, l'un des principaux négociateurs chinois. "La Chine et les Etats-Unis ont examiné de manière constructive des solutions appropriées aux questions qui préoccupent les deux parties, parvenant à un consensus préliminaire", a indiqué à la presse Li Chenggang, représentant chinois pour le commerce international et vice-ministre du Commerce, après deux jours de discussions bilatérales dans la capitale malaisienne. Il a ajouté que les équipes économiques et commerciales des deux pays ont tenu des discussions "approfondies et franches sur des sujets importants d'intérêt commun". Selon ce haut responsable chinois, les discussions ont porté sur des questions d'intérêt commun, notamment le contrôle des exportations, les mesures américaines prises contre les secteurs maritime, logistique et de la construction navale de Chine, ainsi que la prolongation de la suspension des droits de douane réciproques. Les deux parties ont mené des "discussions constructives sur les solutions permettant de répondre de manière appropriée aux préoccupations de chacune concernant ces questions, et sont parvenues à un consensus de base", a-t-il également fait savoir. Dans ce contexte, le vice-premier ministre chinois, He Lifeng, a déclaré que les deux pays ont "tout à gagner à coopérer et tout à perdre à s'affronter", après avoir rencontré samedi et dimanche à Kuala Lumpur le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, et le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer. De son côté, le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a annoncé dimanche que la Chine envisageait de retarder la mise en place de restrictions à l'exportation des minéraux rares et de reprendre l'achat de soja aux Etats-Unis, évitant ainsi une augmentation des droits de douane à son encontre. Le président américain, Donald Trump, a menacé d'imposer 100% de droits de douane supplémentaires aux produits chinois à partir du 1er novembre si la Chine renforçait les contrôles sur les exportations de terres rares et les technologies nécessaires à leur raffinage.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 27 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CONSEIL DE LA NATION

Adoption des deux textes de loi portant création de médailles militaires au sein de l'ANP

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, dimanche, à l'unanimité, les deux textes de loi portant création de médailles militaires au sein de l'Armée nationale populaire (ANP). Le vote de ces deux textes s'est déroulé lors d'une séance plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, et des représentants du ministère de la Défense nationale. A l'issue du vote, le président du Conseil de la nation a affirmé que l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), est l'un des "fondements de l'Etat algérien, une source de patriotisme et un rempart face aux mains malveillantes", estimant que ces deux textes de loi "sont les piliers symboles de la cohésion entre l'Etat et l'institution militaire". Les deux textes incarnent également, selon lui, "la reconnaissance de la Nation envers les

sacrifices de ses enfants au service de la défense de la souveraineté nationale et de la consolidation des valeurs de la République et de l'identité nationale", de même qu'ils sont "un hommage au dévouement, à la loyauté et à l'abnégation au service de la patrie". A cette occasion, le président du Conseil de la nation, a exprimé sa reconnaissance et sa gratitude au président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'à l'Armée nationale populaire, pour les efforts continus consentis pour la sécurité et la stabilité du pays, pour la modernisation et pour les sacrifices au service de la patrie et du peuple. Pour sa part, la ministre des Relations avec le Parlement a souligné que l'adoption de ces deux textes "se veut une signature collective d'une charte nationale et constitue un nouveau jalon dans le socle de l'Armée nationale populaire

(ANP)", ajoutant que les deux textes "consacrent la loyauté et la fidélité envers les sacrifices de femmes et d'hommes au service de la patrie". Avant le vote, la commission de la défense nationale du Conseil de la nation a présenté son rapport complémentaire concernant ces deux textes de loi, affirmant qu'ils s'inscrivent dans le cadre des hautes orientations du président de la République, "en consécration de la culture du mérite et du dévouement à la patrie et en renforcement de l'esprit d'appartenance, de loyauté et d'abnégation". Les deux textes consacrent aussi "la volonté politique de l'Etat algérien de valoriser les efforts des personnes loyales et dévouées qui ont contribué à la sauvegarde de la souveraineté nationale sous la bannière de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), sous la conduite clairvoyante du président de la République", précise le rapport.

GRIPPE AVIAIRE

Un abattage massif ordonné en Allemagne

L'abattage d'environ 130.000 canards et poulets a été ordonné dans des élevages près de Berlin en Allemagne, en proie à une augmentation des cas de grippe aviaire, ont annoncé dimanche les autorités régionales. La maladie a été détectée dans une ferme élevant environ 80.000 canards et un éleveur

d'environ 50.000 poulets, a déclaré l'arrondissement de Maerkisch-Oderland dans l'Etat de Brandebourg, dans un communiqué. "L'office vétérinaire a décidé, en consultation avec les autorités compétentes, de retirer les animaux affectés pour des raisons de bien-être animal et de santé", indique le communiqué.

Plusieurs Etats allemands ont pris des mesures pour ralentir la propagation de la grippe aviaire. Le ministre allemand de l'Agriculture, Alois Rainer, a averti vendredi qu'il y avait eu une "augmentation très rapide des infections" au cours des deux dernières semaines. Le centre national allemand de recherche

sur les maladies animales, l'Institut Friedrich Loeffler (FLI), a mis en garde contre un risque "élevé" lié à l'épidémie. Comme les oiseaux sauvages sont touchés, y compris, pour la première fois, les grues, le FLI a averti qu'une "transmission supplémentaire, possiblement à grande échelle" était à craindre.

EN SIGNANT LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur du multilatéralisme

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Lounès Magramane, a affirmé, depuis Hanoï (Vietnam), que la signature officielle par l'Algérie de la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité constitue une réaffirmation de son engagement constant en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale, en tant qu'instrument essentiel pour relever les défis mondiaux émergents. Dans une allocution prononcée lors d'une conférence de haut niveau, dans le cadre de sa participation à la cérémonie de signature de la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité, qui se tient samedi et dimanche à Hanoï, M. Magramane a salué le rôle de l'Algérie dans la présidence du Comité

spécial chargé d'élaborer cette convention, soulignant que la signature officielle de cette convention par l'Algérie traduit son engagement constant en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale, en tant qu'instrument essentiel pour relever les défis mondiaux émergents. Cette convention constitue un cadre juridique contraignant pour une réponse collective aux risques multiformes liés à la cybercriminalité. Elle prévoit la création de mécanismes visant à adapter les enquêtes pénales traditionnelles à l'environnement des technologies de l'information et la mise en place d'un mécanisme mondial d'échange de preuves électroniques concernant les crimes graves. Evoquant les efforts de l'Algérie sur le plan national, M. Magramane a mis en avant "l'intérêt majeur porté par le président de la République, M. Ab-

delmadjid Tebboune, à la transformation numérique, qu'il a placée au cœur des priorités nationales, à travers l'adoption d'une stratégie ambitieuse dans ce domaine". A cette occasion, les organisateurs ont salué le rôle de l'Algérie et ses efforts soutenus, par le biais de l'ambassadrice Fouzia Mebarki, qui a conduit avec succès le processus de négociation pendant quatre années, en sa qualité de présidente du Comité spécial chargé d'élaborer le texte de cette convention, efforts ayant abouti à son adoption par l'ONU et à l'ouverture de la cérémonie de signature à Hanoï. L'adoption de cette convention vient ainsi s'ajouter aux succès enregistrés par la diplomatie algérienne au cours des dernières années, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.